

COVID-19.....	2-3
ÉDITORIAL.....	4
TIMMINS.....	12
SPORTS.....	13
NOS COMMUNAUTÉS	18-19

LE VOYAGEUR

La nature profite-t-elle de la pause?

Voir un animal sauvage dans les quartiers résidentiels de Sudbury n'est pas si rare, mais avec la circulation plus faible dans les rues et l'atmosphère encore plus sereine qui semble y régner, est-ce que ce canard colvert était moins craintif de s'alimenter sur le terrain d'une maison?

Photo : Julien Cayouette



Expression d'espoir en peinture au centre-ville

L'Association des marchands du centre-ville de Timmins a voulu attirer l'attention sur le quartier des affaires, au centre-ville, en ajoutant dans diverses vitrines une touche artistique, colorée et positive. Une initiative qui amène un vent de fraîcheur et d'espoir en ce temps de pandémie. Par le fait même, ce geste met en valeur les talents artistiques et créatifs de notre communauté. Ayant pour thème l'espoir et le renouveau, le projet de peinture de vitrines a eu lieu le 1^{er} mai sous le soleil du printemps, et ce, tout en respectant les règles de distanciation sociale.



**Apprends en français
et in English.**

Ici tu apprends les termes de l'industrie en français et en anglais.

Confirme ton choix.

COLLÈGE BORÉAL



SALON DU LIVRE DU GRAND SUDBURY ÉDITION VIRTUELLE

VOLET JEUNESSE ET FAMILIAL

Une riche programmation jeunesse et familiale est prévue avec une quinzaine d'auteurs : lecture d'album, animations, rencontres avec les auteurs en ligne, ateliers de BD et plus encore...

Avec
PIERRE-YVES VILLENEUVE
CHLOÉ VARIN
TRISTAN DEMERS
DIYA LIM
ÉDITH BOURGET
SIMON LAFRANCE
DOMINIQUE DE LOPPINOT
ÉRIC PÉLADEAU
ALEXANDRA LAROCHELLE
AMY LACHAPPELLE
PIERRE-LUC BÉLANGER
YVES BOURGELAS
ROGER DUBÉ



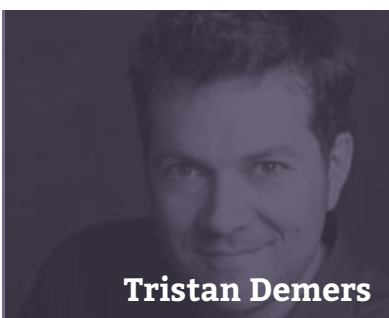
Simon Lafrance



Dominique de Loppinot



Chloé Varin



Tristan Demers

PROGRAMMATION
VIRTUELLE:
DE NOTRE SALON
À VOTRE SALON

7 AU 10
MAI 2020

LESALONDULIVRE.CA



NORD DE L'ONTARIO

COVID-19 en bref

JULIEN
CAYOUILLE

À la mise à jour matinale du 4 mai, le nombre de personnes qui ont reçu un diagnostic positif de la COVID-19 en Ontario depuis le début des tests était à 17 923. Le total incluait 12 505 guérisons et 1300 décès.

Ces chiffres indiquent un taux de décès de 7 %. La tendance semble confirmer que l'Ontario dépasse tranquillement le sommet de la courbe, avec des variations quotidiennes stables et plus de guérison que de nouveaux cas.

Dans la région, Santé publique Sudbury et districts avait 59 cas (48 guérisons, 2 décès), le Bureau de santé Porcupine avait 61 cas (46 guérisons, 4 décès), le Bureau de santé du district de North Bay-Parry Sound avait 17 cas (16 guérisons, 0 décès), les Services de santé du Timiskaming avait 18 cas (11 guérisons, 0 décès) et Santé publique Algoma avait 13 cas jusqu'à maintenant (12 guérisons, 0 décès).

Ce qui a surtout marqué la semaine dans le Nord, c'est l'apparition de foyers d'infection dans des centres de soins de longue durée, particulièrement dans le Grand Sudbury — où la Villa St-Joseph, le Manoir des pionniers et la Villa St-Gabriel, sont touchés —, le Témiskaming ontarien et Timmins.

Première étape

Le premier ministre de l'Ontario, Doug Ford, a annoncé le vendredi 1^{er} mai que quelques types d'entreprises et de commerces avaient le droit d'ouvrir leurs portes à partir du lundi 4 mai si elles respectent les mesures renforcées de santé publique établies par le médecin hygiéniste en chef de l'Ontario.

Le gouvernement dit avoir rédigé plus de 60 documents liés à la reprise des activités alors que la COVID-19 demeure un risque. Les recommandations qu'on y retrouve tiennent compte de secteur auquel elles s'adressent.

Les entreprises qui peuvent reprendre leurs activités lundi sont :

- Les jardineries et les pépinières, uniquement si elles proposent la collecte en bordure de trottoir ou la livraison
- Les services d'entretien des pelouses et d'aménagement paysager
- Certains chantiers de construction essentiels supplémentaires, notamment:
- Les lave-autos automatiques et libre-service
- Les concessions d'automobiles, uniquement sur rendez-vous
- Les terrains de golf peuvent préparer leurs installations pour le début de la saison, mais ne peuvent pas y autoriser l'accès du public
- Les marinas peuvent commencer à se préparer à la saison de navigation de plaisance en effectuant l'entretien et la mise à l'eau des bateaux et autres embarcations; toutefois, ceux-ci doivent rester amarrés au quai jusqu'à ce que le public soit autorisé à accéder aux marinas.

Malgré cette première étape, les risques de contamination sont toujours présents, alors on demande aux Ontariens de continuer de respecter les règles de distanciation sanitaire et de porter des masques s'ils le désirent.

Un début pour la relance du pays

Les gouvernements provinciaux et le fédéral se sont entendus sur les conditions qui devront être respectées pour que la relance des économies des provinces soit possible. L'accent est mis sur une relance graduelle qui met la santé des Canadiens en priorité.

Les balises suivantes, et d'autres, devront être atteintes :

- La propagation de la COVID-19 est maîtrisée et le système de santé a la capacité d'accueillir un afflux de nouveaux cas;
- Qu'il y ait des mesures de soutien des communautés vulnérables encore en place;
- Que des mesures de prévention de la propagation restent en place.

Les critères sont assez larges pour respecter les différentes priorités des provinces. Elle n'empiète pas sur le cadre de relance présenté par le gouvernement de l'Ontario la semaine dernière.

Opération INSPIRATION

L'équipe d'aviation acrobatique des Forces canadiennes, les Snowbirds, parcourra les grandes villes canadiennes au cours de la prochaine semaine pour souligner la contribution de tous les Canadiens à la lutte à la pandémie.

Neuf avions voleront à une altitude d'environ 500 pieds avec une traînée de fumée blanche. Leur parcours a débuté en Nouvelle-Écosse au cours de la fin de semaine et le parcours précis est annoncé de jour en jour sur leurs réseaux sociaux. Les dates pour l'Ontario n'avaient pas été annoncées avant d'aller à l'impression.

On double votre don

L'entreprise nord-ontarienne O.C.P. Construction Supplies de la famille Cousineau veut encourager les dons aux grands hôpitaux de la région en promettant de verser une somme équivalente aux dons envoyés à ces institutions jusqu'à un maximum de 100 000 \$. Horizon Santé-Nord (HSN), le Centre régional de santé de North Bay (CRSNB), l'Hôpital de Sault-Sainte-Marie (HSSM) et l'Hôpital de Timmins et du district (HTD) recevront ainsi chacun 25 000 \$ pour l'achat d'équipement prioritaire. Les dons peuvent être faits directement sur les sites du Fonds de soutien COVID-19 (hsnf.akaraisin.com/COVID19), du Fonds de réponse à la COVID-19 de la Fondation du CRSNB (www.nbrhcfoundation.ca/covid-19), du Soutien des besoins urgents - Fondation de l'HSSM (www.sahfoundation.com/urgent) et du Fonds de soutien COVID de la Fondation de l'HTD (tadhfoundation.com).

NLFB annulé

Le festival de musique phare de Sudbury, Northern Lights Festival Boréal (NLFB), a annoncé lundi l'annulation de son édition 2020 qui devait avoir lieu du 9 au 12 juillet. L'organisation espère pouvoir réinviter plusieurs des mêmes artistes en 2021 et elle a déjà pu confirmer que l'artiste folk américaine Judy Collins, qui avait déjà été annoncée, serait à Sudbury le 11 juillet 2021. Entre temps, l'équipe du festival tentera d'organiser des performances exclusives en ligne. Ceux qui avaient déjà acheté leur billet pour l'édition 2020 ont maintenant trois options : transformer leurs billets en don — et recevoir un reçu pour 100 % du montant —, garder leur billet pour l'édition 2021 ou demander un remboursement complet. L'équipe du NLFB encourage les détenteurs de billets qui en ont les moyens de choisir l'une des deux premières options pour assurer la viabilité du festival.

Objectif de dépistage atteint

L'Ontario a annoncé lundi avoir atteint un nouveau nombre record de dépistages quotidiens. L'objectif de la province était de 16 000 tests par jour et il aurait été dépassé au cours de la fin de semaine. L'augmentation de la capacité de dépistage de la maladie est en étape importante pour le déconfinement éventuel.

BAILLEURS DE FOND

Conseil des arts Canada Council for the Arts

Canada

Sudbury

LE LOUP

PARTENAIRES SOLIDES COMME LE ROC

Université Laurentienne Laurentian University

LE VOYAGEUR

LE LOUP

PARTENAIRES PLATINE

CSPNO

NOUVELON

éditions prieeeparole

SUDBURY

Place des Arts

Un arrêt qui retardera l'ouverture

JULIEN
CAYOUILLE

Le chantier de construction de la Place des Arts est l'un de ceux qui ont dû temporairement arrêter ses activités en raison de la pandémie. Si l'équipe sait que la conséquence sera une ouverture plus tardive que prévu, la date exacte dépendra du temps que durera la pause forcée.

L'entrepreneur a quitté le chantier le 6 avril, quelques jours après que la province ait annoncé la fermeture des chantiers non essentiels. La structure d'acier était presque terminée, rapporte le directeur général de la Place des Arts, Léo Therrien. «On attend que la province annonce ce qu'ils vont faire.»

«Ça va retarder tout, c'est sûr, poursuit-il. On ne sait pas quand ils vont recommencer et même s'ils recommencent les chantiers de construction, ça ne veut pas dire que les sous-contacteurs vont être capables de produire le matériel. Ce qui est bon en ce moment, c'est que l'acier continue à se

produire. Nickel City continue à produire et le garde sur son site. Alors aussitôt qu'on recommence, on va être capable de finir la structure assez rapidement. Il y a encore [de la construction] extérieur qui va continuer.» D'ailleurs, un chargement d'acier livré juste avant la fermeture attend sur le chantier.

Les activités de l'organisme lui-même ne sont pas arrêtées, assure le directeur, même si les rencontres et les réunions ont lieu en vidéoconférence. «Les comités et les sous-comités continuent d'avancer. On rencontre l'entrepreneur et les architectes toutes les deux semaines.»



Photo : Courtoisie

TÉMISKAMING

Connexion Timiskaming est à l'écoute des gens

ÉRIC
BOUTILIER

Les résidents du Témiskaming ontarien en besoin ou qui se sentent isolés en raison des mesures de distanciation sociale peuvent obtenir de l'aide ou un soutien moral par le biais d'un nouveau service téléphonique. La ligne de bénévoles COVID-19, une initiative du Bureau de santé du Témiskaming, a été créée pour aider les personnes qui ont des difficultés ou qui ne peuvent pas sortir de chez eux.

Le programme Connexions Timiskaming permet au bureau de santé de freiner la propagation du coronavirus et de minimiser son impact auprès des populations vulnérables. Lorsqu'une personne compose le numéro sans frais (1-866-747-4305), elle est accueillie chaleureusement et est mise en contact avec un regroupement ou un bénévole qui pourra l'aider.

«Avec toutes les précautions [nécessaires pour arrêter la COVID-19], les implications sont considérables. Il y en a plusieurs qui ont besoin de s'auto-isoler. Nous savons que certains d'eux peuvent appartenir à des groupes vulnérables qui ont besoin de fournitures essentielles tout en n'ayant personne pour les aider. C'est le rôle des services de santé publique de reconnaître et d'adresser les injustices en matière de santé», affirme Krystal Oviatt, porte-parole du Bureau de santé de Timiskaming.

«Après avoir communiqué avec nos partenaires communautaires, il était évident qu'il n'y avait pas un service disponible dans notre région. Il a donc été créé par un besoin local. Nous étions dans une bonne position d'appuyer ce service. Au cas où que le public ait des questions par rapport à la COVID-19, les

gens n'ont qu'à composer un seul numéro pour se connecter avec d'autres résidents à travers le district.

Le bureau de santé espère aussi renforcer de bonnes pratiques de santé mentale et que chaque personne puisse se sentir appuyées dans sa communauté.

«C'est le rôle des services de santé publique de reconnaître et d'adresser les injustices en matière de santé. Des bénévoles s'inscrivent pour aider à faire des courses, à faire l'épicerie ou à appeler ceux qui sont à la maison et qui peuvent se sentir seuls. S'ils ont d'autres besoins, nous encourageons les gens à nous appeler et nous pourrions essayer de les mettre en contact avec les bonnes ressources ou personnes.

«En aidant ceux qui sont plus vulnérables, [comme les personnes âgées, ceux qui ont des conditions médicales, etc.] nous espérons réduire la propagation de la COVID-19 dans nos communautés. En même temps, c'est un moyen pour ceux qui sont capables, d'aider leur communauté et de renforcer leur bien-être mental en se sentant connectés et nécessaires.»

La ligne des bénévoles COVID-19 est disponible dans les deux langues officielles.

connexions
TIMISKAMING
connections

SANTÉ

Mythes tenaces autour de la COVID-19

ANDRÉ FARHAT,
ÉDITION ANDRÉ PAQUETTE

Les idées les plus folles ont la tête dure et jamais plus qu'en temps de crise. Voici quelques-unes des idées reçues avec lesquelles il serait préférable de vous distancer...

Il ne s'agit pas ici d'établir la liste des complots les plus fantaisistes, mais de déboulonner certaines théories diffusées entre autres — voire surtout — dans les réseaux sociaux. Certaines sont ridicules, d'autres plausibles, mais elles sont toutes nocives à un certain degré pour votre santé.

La 5G et la transmission du coronavirus

Il y a ici un soupçon de complot, car la 5G et le coronavirus sont tous deux des vecteurs de suspicion et de débats. Des vedettes comme l'acteur Woody Harrelson ou la chanteuse M.I.A. sont parmi ceux et celles qui ont manifesté leurs préoccupations quant à la 5G.

Comme le rappelle l'Organisation mondiale de la santé (OMS), «la COVID-19 se propage par les gouttelettes respiratoires projetées lorsqu'une personne infectée tousse, éternue ou parle. On peut aussi être infecté en touchant une surface contaminée, puis ses yeux, sa bouche ou son nez.»

Les risques que des ondes radio transportent des virus ou qu'elles réduisent l'efficacité du système immunitaire sont, pour tout dire, biologiquement impossibles.

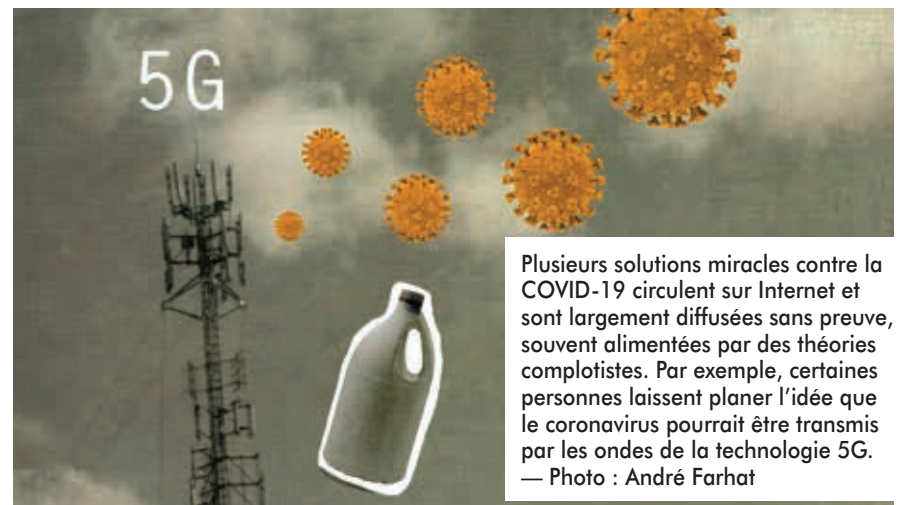
Prenez un bon bain chaud

Oui, plongez dans un bain chaud, mettez des bulles, des chandelles et de la musique *new age*. Sachez toutefois que ce moment de détente

ne vous protégera en rien du coronavirus. L'idée de faire monter la température interne du corps n'est pas sans mérite, c'est après tout ce qu'on appelle une fièvre. Par contre, prendre un bain n'élève pas votre température corporelle. Le savon fait son travail, comme pour les mains, sans plus.

De l'eau de Javel en brumisateuse

Est-ce que je peux me pulvériser de chlore, d'eau de Javel ou d'alcool pour tuer le coronavirus? Non. Absolument pas. Cette «technique» ne tuera pas les virus déjà à l'intérieur du corps. Toutefois, elle pourrait vous occasionner des brûlures et elles sont nocives pour les muqueuses (les yeux, la bouche).



Plusieurs solutions miracles contre la COVID-19 circulent sur Internet et sont largement diffusées sans preuve, souvent alimentées par des théories complotistes. Par exemple, certaines personnes laissent planer l'idée que le coronavirus pourrait être transmis par les ondes de la technologie 5G. — Photo : André Farhat

Et surtout, surtout, n'ingérez pas de telles substances. Peu importe ce qu'un chef d'État vous suggère.

Ail et huile de sésame : à garder pour le wok

L'ail est excellent pour la santé : mangez-en beaucoup. Il est aussi excellent pour la distanciation. Cependant, même si l'ail

a certaines propriétés antimicrobiennes, «rien ne prouve, dans le cadre de la pandémie actuelle, que la consommation d'ail protège les gens contre le nouveau coronavirus», comme l'indique l'OMS.

Et l'huile de sésame? Qu'elle soit enduite sur le corps ou vaporisée dans le nez, cette huile, aussi parfumée soit-elle, ne tuera pas le coronavirus.



ÉDITORIAL

Négociations au temps du coronavirus



RÉJEAN GRENIER

Le coronavirus vient de faire des victimes de façon presque inaperçue à Sudbury. Il a affecté quelque 2000 travailleurs de la minière Vale. Ces derniers ont récemment accepté un renouvellement d'un an, sans aucun changement, de leur précédent contrat. La compagnie et le syndicat affirment que c'était la meilleure solution, mais permettez-nous d'en douter.

Rappelons les circonstances. Le dernier contrat de 3 ans signé après un long arrêt de travail arrivait à échéance le 31 mai, soit dans quelques semaines. Les négociations avaient débuté il y a plusieurs mois, mais aucun détail quant à leur déroulement n'avait filtré, même auprès des employés. Tout à coup, le 15 avril, coup de théâtre. La compagnie et le syndicat annoncent une entente. Le syndicat recommande chaudement à ses membres d'accepter ce «nouveau» contrat et tient rapidement un vote de ratification. Résultat : 62 % des travailleurs votent oui.

Les arguments des deux parties : 1) C'est difficile de négocier en respectant les mesures de confinement; 2) C'est difficile de négocier quand la pandémie embrouille l'avenir économique; 3) Il est difficile de négocier quand nous devrions plutôt nous préoccuper de la santé et la sécurité de nos travailleurs, de nos membres.

Tout cela est vrai, mais qu'en est-il de l'avenir financier des travailleurs et de la communauté qui en dépend? C'est simple, ils se sont fait rouler dans la farine.

Le point le plus important que tous les analystes semblent oublier, c'est la situation dans laquelle les travailleurs et les syndicats se retrouveront lors des prochaines négociations, dans un an. À ce moment-là, le syndicat aura perdu un des atouts les plus importants pour négocier un nouveau contrat. Il s'agit bien sûr de la fermeture bisannuelle de toutes les usines et mines de Vale pour réparations et maintenance, le fameux «shutdown». Comme ce «shutdown» n'a maintenant lieu que tous les deux ans, les installations en ont vraiment besoin cette année. Vale se retrouvait donc dans une position plus précaire pour négocier. Le syndicat était en position de force. Cette situation sera complètement renversée l'an prochain.

Il y a aussi quelques détails moins importants qui rendent la position syndicale difficile à comprendre. Par exemple, pourquoi recommander chaudement à ses membres d'accepter une entente qui ne leur donne rien six semaines avant la fin du contrat actuel? Le syndicat aurait pu la présenter aux membres sans essayer de la «vendre» et laisser ces derniers décider. S'ils avaient refusé le contrat, le syndicat aurait probablement pu négocier quelques petits arrangements comme une toute petite augmentation salariale ou même juste un boni à la signature. Ce ne serait pas grand-chose, mais quand même mieux que rien. Faut-il le répéter, le syndicat était en position de force.

L'an prochain, Vale n'aura pas autant besoin des travailleurs de Sudbury. Après le «shutdown», la minière continuera à produire et à augmenter ses réserves puisque l'économie reprendra lentement. Au 31 mai 2021, les travailleurs et Sudbury pourraient bien se retrouver le bec à l'eau.

LE VOYAGEUR

journal

Ce journal est conforme à l'orthographe rectifiée.

Les opinions exprimées dans le Courrier des Lecteurs n'engagent que l'auteur de la lettre.

336, rue Pine, bureau 302
Sudbury (Ontario)
P3C 1X8

Téléphone : 705-673-3377
Sans frais : 1-866-926-3997
Télécopieur : 705-673-5854
Courriel : levoyageur@levoyageur.ca

Équipe de direction

Guy Rouleau
Julien Cayouette
Karine Tellier

Directeur de l'information

Julien Cayouette, poste 6209
levoyageur@levoyageur.ca

Journaliste

Éric Boutillier (Nipissing)
eric.boutillier@levoyageur.ca

Correspondants.es

Émilie Deschênes (Timmins)
emilie@levoyageur.ca

Andréanne Joly (Corridor de la 11)
andreanne.joly@levoyageur.ca

Rachel Barber

Claire Pilon

Chris St-Pierre

Initiative de journalisme local

Éditorialiste

Réjean Grenier

Maquettistes, graphistes

Manon Roussel

Julien Cayouette

Caricaturistes

Bado

Jacques-André Blouin

Administration, distribution

Guy Rouleau, poste 6203
administration@levoyageur.ca

Directrice du marketing

Karine Tellier, poste 6214
karine.tellier@levoyageur.ca

Conseiller en publicités

Joshua Dandurand, poste 6206
joshua.dandurand@levoyageur.ca

On appelait «voyageurs» les gens qui faisaient le trafic des fourrures entre Montréal et Fort William, aujourd'hui Thunder Bay. Pour se rendre à Fort William, les voyageurs devaient passer par la rivière des Français et les lacs Huron et Supérieur. Certains se rendaient aussi au poste Brunswick House, au sud de Kapuskasing, ou empruntaient la rivière Missinaibi pour se rendre jusqu'à la baie James. Ces voyageurs transportaient vivres et fourrures, mais acheminaient aussi des messages et les nouvelles qu'ils glanaient le long de leur parcours. Le journal *Le Voyageur* est fier de perpétuer cette tradition.

HEURES D'OUVERTURE
9 h à 16 h du lundi au vendredi

- Les lettres à la rédaction seront publiées si l'auteur est identifié.
- L'heure de tombée pour les annonces est le jeudi à 14 h.
- Représentation nationale : ligne agates marketing 1-866-411-7486
- Nos annonceurs ont jusqu'au lundi à midi pour corriger une publicité.
- La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur.

Toute personne qui envoie une lettre ou une photo pour être publiée dans le journal assigne implicitement et sans appel ses droits d'auteur aux Publications Voyageur Inc.

Le Voyageur, propriété de Publications Voyageur inc. Imprimé par Journal Printing, 34, Fir Lane, Sudbury. Distribution : 2395 + 15 500 copies électroniques • Les idées exprimées dans *Le Voyageur* ne sont pas nécessairement celles de la direction. Le Voyageur est un hebdomadaire. Courrier 2^e classe, Envoi de Post-publications - Numéro de convention 40012374 • MEMBRE : • L'Association de la presse francophone • Canadian Community Newspaper Association. Le but de notre journal est de promouvoir la langue française. • Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada.

Abonnements (inclus le journal et les cahiers spéciaux)

1 an = 60 \$ - 2 ans = 100 \$ - 3 ans = 135 \$ • Aînés et étudiants : 1 an = 50 \$ - 2 ans = 80 \$ - 3 ans = 105 \$ • À l'étranger : 1 an = 125 \$ • Multiple : 5-20 abonnements = 40 \$ par année - 21-500 = 30 \$ par année • Institutionnel : Plus de 500 abonnements = 20 \$ chacun par année

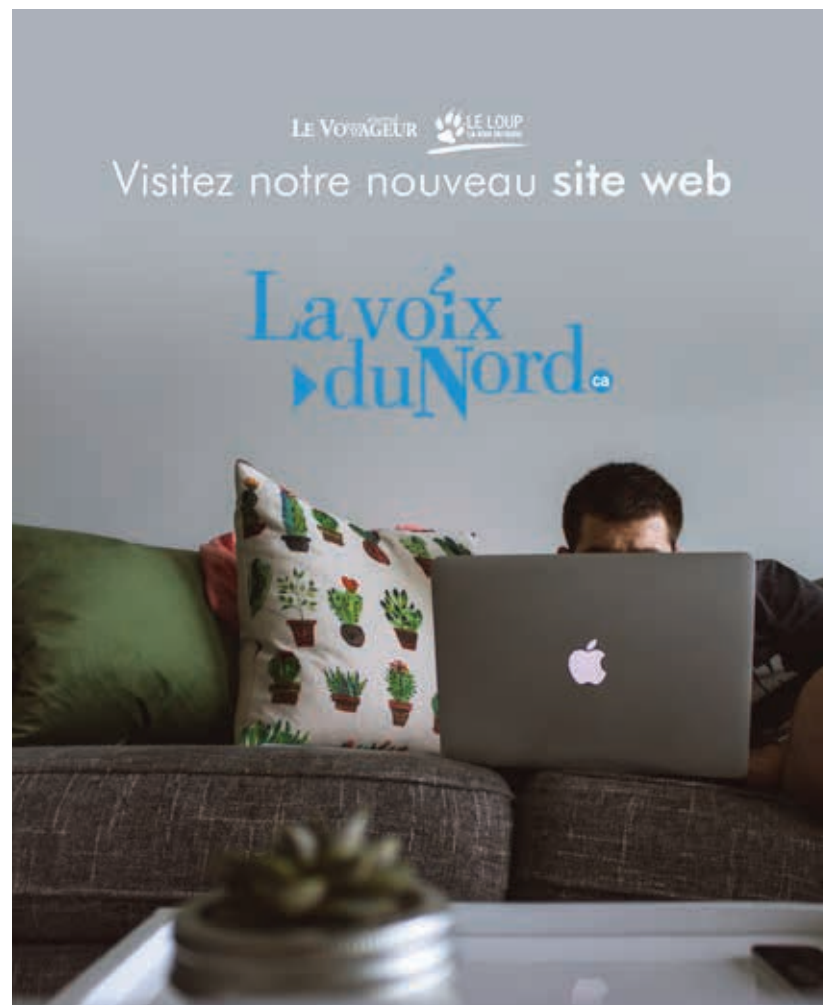
Canada

APF Association de la presse francophone

Fondation Donatien Frenette

FIER MEMBRE

Listed under Marketing



STURGEON FALLS

Nouvelle dirigeante au Collège Boréal du Nipissing

ÉRIC
BOUTILIER

Rachel Quesnel a été nommée directrice du campus du Collège Boréal dans Nipissing. Reconnue pour sa participation et son engagement dans la communauté franco-ontarienne, elle aimerait accroître la visibilité de cette institution postsecondaire et améliorer l'offre de cours et la disponibilité de services dans la région.

Mme Quesnel œuvre dans le milieu des affaires et de l'éducation depuis déjà plusieurs années. Elle a été agente au Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE) Ontario et avec l'initiative Élargir l'espace francophone du ministère de l'Éducation. Son expérience en entrepreneuriat et avec l'Association des anciennes et des anciens du Collège Boréal lui a aussi été indispensable afin de mieux connaître les enjeux des élèves, de la main-d'œuvre et des employeurs de Nipissing Ouest et de North Bay.

Elle dirige par intérim ce campus du collège

depuis 2018 et a reçu sa permanence au début du mois d'avril. La nouvelle directrice espère maintenant aller de l'avant avec certains projets, dont le développement de partenariats, afin que le collège puisse mieux répondre aux besoins de formation, de services d'emplois et de perfectionnement aux adultes.

«Le Collège est un partenaire primordial dans plusieurs différents secteurs. Ma priorité sera de continuer à développer des ententes de collaboration avec des organismes communautaires dans toutes nos régions, tel qu'on l'a fait avec le foyer de longue durée

Au Château et notre programme de Préposé aux services de soutien personnel (PSSP), ou encore notre collaboration avec le Conseil scolaire public du Grand Nord de l'Ontario (CSPGNO) pour nos services d'emplois à Noëlville», décrit Mme Quesnel.

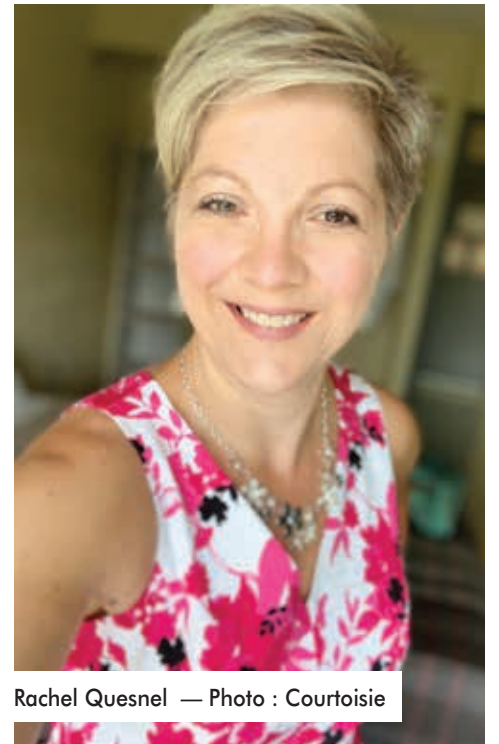
«J'aimerais bien explorer davantage la région de North Bay tant au niveau postsecondaire que dans les dossiers de formation sur mesure qu'en éducation permanente. J'ai commencé à explorer la région de New Liskeard un petit brin l'an dernier avec quelques cours et on cherche à en faire davantage dans le futur. Ce ne sont pas les opportunités qui manquent», poursuit-elle.

Prête à relever les défis

Le campus du Nipissing dessert une population qui dépasse 80 000 résidents distribués dans une douzaine de collectivités entre Mattawa et Rivière des Français. Mme Quesnel, elle-même diplômée du Collège Boréal, reconnaît l'importance d'avoir une éducation dans sa propre langue, malgré les distances qui semblent parfois trop grandes.

«Le Collège Boréal me tient énormément à cœur, et ce, depuis ses débuts. Je suis une ancienne étudiante du Collège dans ses années fondatrices sur la rue Notre-Dame à Sudbury, en 1995. En plus, je tiens à cœur le développement de notre francophonie, notre culture et notre langue. Je travaille depuis plus d'une quinzaine d'années au développement des communautés francophones dans le Nord de l'Ontario. Pour moi, le poste de direction du campus de Nipissing m'offrait l'occasion de continuer à faire tout ce beau développement et, cette fois-ci, dans ma propre communauté», reconnaît-elle.

«L'éducation ouvre des portes, permet une



Rachel Quesnel — Photo : Courtoisie

meilleure vie et un accès au marché du travail qui en retour contribuent à l'engagement et l'économie de nos communautés. Il est donc important que le Collège soit un joueur clé à des tables et comités décisionnels afin d'être à l'affût de ce qui se passe pour pouvoir répondre aux besoins et demandes».

«Je suis chanceuse d'avoir des personnes chevronnées dans mon équipe, des personnes en qui j'ai confiance, qui m'appuient avec ma vision et qui, comme moi, ont à cœur leur collège et leur communauté. Le défi, c'est justement de ne pas avoir toute mon équipe sous le même toit, puisqu'on couvre un vaste territoire. Par contre, malgré la distance, il y a bien des défis qu'on peut affronter de façon virtuelle, même s'il est bien sûr important d'être présent dans les communautés.»



Le Collège Boréal à Nipissing Ouest — Photo : Éric Boutilier

KIRKLAND LAKE

L'École secondaire catholique Jean-Vanier a trouvé son nouveau nom

École secondaire catholique l'Envolée du Nord

ÉRIC
BOUTILIER

L'École catholique Jean-Vanier de Kirkland Lake devient l'École secondaire catholique l'Envolée du Nord. Le Conseil scolaire catholique de District des Grandes Rivières (CSCDGR) a choisi cette nouvelle désignation pour mieux refléter la vision, la mission et les valeurs de cette école de langue française à la suite de révélations d'agressions sexuelles alléguées commises par Jean Vanier.

Un comité ad hoc du CSCDGR a traité la question épineuse de trouver un nouveau nom pour cet établissement scolaire. Parmi les quatre noms finalistes, l'Envolée du Nord a été retenue entre autres pour son unicité et sa référence à la ressuscitation de Jésus le quatrième jour après Pâques.

«L'École secondaire catholique

l'Envolée du Nord signifie l'Ascension du Christ. Cette fête d'espérance marque la mission de l'école à se faire proche l'un l'autre, promouvoir les valeurs évangéliques et d'inclusion comme Jésus l'a souhaité pour ses disciples rassemblés avant son ascension vers le Père», précise le chef des communications et d'imputabilité du CSCDGR, Richard Loiselle.



École secondaire catholique
l'Envolée du Nord

Des consultations ont été tenues au cours des derniers mois auprès des élèves, des parents, des membres du personnel et avec d'autres personnes impliquées dans

cette communauté scolaire.

La nouvelle marque identitaire de l'Envolée du Nord, développée par Casey Owens — un enseignant de l'école —, fait référence aux mines

d'or et aux forêts qui font partie du paysage de la région de Kirkland Lake.

L'École secondaire catholique l'Envolée du Nord accueille des élèves de la 7^e à la 12^e année.

**En ce temps de crise,
vos journaux locaux sont là pour vous.
Soyez là pour eux.**

FAITES UN DON À VOTRE JOURNAL À CETTE ADRESSE : [HTTPS://TINYURL.COM/CANADON-FDF](https://tinyurl.com/canadon-fdf)
OU DEMANDEZ DE RECEVOIR UN FORMULAIRE PAR LA POSTE EN COMPOSANT LE 613-241-1017, POSTE 106 OU EN ÉCRIVANT À fdf@apf.ca.



Informations municipales

C. P. 5000 SUCC. A
200, RUE BRADY
SUDBURY ON P3E 5K3

3-1-1 Service
www.grandsudbury.ca



Nous affichons les soumissions, les offres, les propositions et les ventes dans le site Web de la Ville au www.grandsudbury.ca.

Avispublics

AVIS D'AUDIENCE PUBLIQUE

concernant les demandes aux termes de l'article 34 de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, L.R.O. 1990, chap. P.13.

Audience publique n° 1 – dossier n° 751-7/20-1

Description foncière : NIP 73503-1286, parcelle 15481 S.-E.-S. du lot 1, concession 1, canton d'Hanmer (111, promenade Dominion, Hanmer)

Objet et effet du règlement municipal de zonage proposé :

Proroger un règlement municipal d'utilisation temporaire pendant 3 ans, aux termes de l'article 39.1 de la Loi sur l'aménagement du territoire, afin de continuer l'utilisation d'une maison mobile à titre de pavillon-jardin.

Audience publique n° 2 – dossier n° 751-7/20-2

Description foncière : NIP 73508-1091, parcelle 1139 S.-E.-S. du lot 9, concession 2, canton de Capreol (944, chemin Radar, Hanmer)

Objet et effet du règlement municipal de zonage proposé :

Proroger un règlement municipal d'utilisation temporaire pendant 3 ans, aux termes de l'article 39.1 de la Loi sur l'aménagement du territoire, afin de continuer l'utilisation d'une maison mobile à titre de pavillon-jardin.

Audience publique n° 3 – dossier n° 751-6/20-04

Description foncière : NIP 02123-0095, 02123-0007 et partie du NIP 02123-0420, parcelles 46225, 49975 et partie du 573, lot 4, plan M-1059, parties 1-8, plan 53R-13785 du lot 4, concession 5, canton de McKim (902, avenue Newgate, Sudbury)

Objet et effet du règlement municipal de zonage proposé :

Modifier le Règlement 2010-100Z, soit le Règlement de zonage de la Ville du Grand Sudbury, en supprimant le symbole d'utilisation différée « H(47) » des terrains dont le zonage est « M1-1(21) », zone commerciale industrielle (spécial), et « OSP(6) », espace ouvert privé (spécial), ainsi qu'en élargissant la liste des utilisations autorisées dans l'espace ouvert privé (spécial) « OSP(6) » et les zones commerciales industrielles (spécial) « M1-1(19) » afin d'éliminer la restriction en matière d'aménagement mise en place par l'entremise du symbole d'utilisation différée « H47 » et de permettre la vente et l'entretien de véhicules récréatifs ainsi que la vente ou la location de véhicules, en plus des utilisations autorisées dans les zones « OSP(6) » et « M1-1(19) ».

AUDIENGE PUBLIQUE :

Avant de formuler une recommandation au Conseil municipal, le Comité de planification tiendra une audience publique afin

d'obtenir l'avis de la population, le **mercredi 20 mai 2020, dès 13 h**, dans la salle de réunion C-11 ou en participant par voie électronique, à la Place Tom Davies, au 200, rue Brady, à Sudbury.

La réunion aura lieu à distance par voie électronique, conformément à la Loi de 2001 sur les municipalités, telle qu'elle est modifiée par la Loi de 2020 sur les situations d'urgence touchant les municipalités (loi 187) et par le décret du 28 mars 2020 ayant modifié la Loi sur la protection civile et la gestion des situations d'urgence et interdisant les événements publics organisés de plus de 5 personnes.

Les médias et le grand public peuvent visionner la webémission du Comité de planification sur le site de diffusion continue en direct de la Ville du Grand Sudbury (<https://livestream.com/greatersudbury>).

Observations de la population dans le cadre des audiences publiques

La Place Tom Davies est fermée temporairement au public pour aider à enrayer la propagation de la COVID-19. Bien que le public ne puisse assister en personne aux réunions du Conseil municipal et des comités, il existe plusieurs façons lui permettant de soumettre des observations aux membres du Comité de planification et du Conseil pour la réunion du 20 mai 2020.

- **Soumettre ses commentaires par écrit :** Veuillez transmettre vos commentaires par écrit au greffier municipal de la Ville du Grand Sudbury, C.P. 5000, Sudbury (Ontario) P3A 5P3, avant la réunion, ou par courriel à greffier@grandsudbury.ca. Les commentaires reçus d'ici au **vendredi 15 mai 2020 à 16 h** seront transmis aux membres du Comité de planification et du Conseil avant la réunion.
- **S'inscrire pour prendre la parole lors de la réunion du Comité par voie électronique :** Si vous voulez prendre la parole lors de la réunion du Comité de planification, veuillez en faire la demande au Bureau du greffier municipal à l'adresse greffier@grandsudbury.ca. Veuillez indiquer les renseignements suivants :
 - votre nom (prénom et nom de famille);
 - votre adresse courriel afin que l'on vous envoie une invitation à participer à la réunion par l'entremise de *WebEx*, qui permet de le faire par

ordinateur, appareil mobile ou téléphone;

- le point à l'ordre du jour sur lequel vous voulez vous prononcer;
- tout élément visuel, p. ex. des photos ou une présentation PowerPoint.

Malgré les dates limites indiquées ci-dessus, on demande aux membres du public de s'inscrire le plus tôt possible pour en faciliter le processus ordonné ainsi que la réunion.

Après l'audience publique, les membres du Conseil n'accepteront plus d'observations verbales ou écrites. Si vous savez qu'une personne intéressée ou touchée par ces demandes n'a pas reçu le présent avis, nous vous remercions de l'en informer. On invite les membres du public à transmettre leurs commentaires par écrit avant la date ci-dessus, même s'ils choisissent de s'inscrire pour prendre la parole par voie électronique lors de la réunion, et ce, afin que les membres du Comité puissent prendre connaissance des commentaires au cas où ils ne pourraient pas se joindre à la réunion.

Participation par voie électronique pour les gens qui veulent présenter des observations

Sur réception de votre demande visant à prendre la parole lors de la réunion, on vous transmettra les renseignements sur la réunion par l'entremise de *WebEx* ainsi qu'un mot de passe, et ce, avant la rencontre, y compris un lien vers les ressources d'information pour les personnes utilisant cette plateforme pour la première fois. Veuillez noter qu'un ordinateur ou un appareil de partage de vidéos n'est pas nécessaire pour participer à la réunion via *WebEx*. Vous pouvez également vous servir d'un téléphone mobile ou d'un téléphone fixe. Un numéro vous sera fourni à cette fin dans le courriel qui vous sera envoyé. Si ce n'est déjà fait, les personnes qui ont l'intention de participer à la réunion peuvent s'inscrire dans *WebEx*. Les renseignements suivants vous sont présentés pour examen et pour vous guider durant votre participation à distance à la réunion.

- **Puisqu'un partage d'écrans ne sera pas activé pour les participants durant la réunion, les personnes qui veulent faire une présentation visuelle (PowerPoint ou autre) doivent l'envoyer à l'adresse greffier@grandsudbury.ca. Le greffier municipal qui anime la réunion**

transmettra les présentations à partir de son écran pendant la vôtre. Par conséquent, afin qu'il y ait assez de temps pour l'installation et les essais avant le début de la réunion, les personnes qui veulent fournir une présentation visuelle doivent s'inscrire pour prendre la parole et fournir leurs éléments au Bureau du greffier municipal avant le vendredi 15 mai à 16 h.

- En vous joignant à la réunion, par téléphone ou en ligne, on vous y admettra en tant que personne présente. On ne vous saluera pas au moment de vous joindre à la réunion. Vous entendrez le déroulement de la réunion et vous verrez l'intervenant actuel (si vous avez accès à la vidéo), mais votre microphone sera désactivé jusqu'à ce que ce soit votre tour de prendre la parole.
- Vous pouvez aussi suivre la diffusion continue en direct jusqu'à ce qu'on vous indique que vous pouvez prendre la parole (le mieux, c'est d'utiliser un autre appareil si vous vous servez d'un cellulaire), mais vous devez mettre l'alimentation en sourdine afin d'éviter une rétroaction acoustique. À noter qu'il peut y avoir un délai de 5 à 30 secondes entre le déroulement de la réunion et sa diffusion continue en direct.
- Si vous vous joignez à la réunion *WebEx* par téléphone, **ne mettez jamais votre téléphone sur attente** puisqu'une musique diffusée dans de tels cas le sera en ligne une fois que votre microphone sera réactivé.
- Pour optimiser la qualité de l'appel sur un ordinateur portatif, si possible, veuillez utiliser un casque d'écoute avec microphone; sinon, si vous utilisez le microphone de votre ordinateur portatif ou votre cellulaire, veuillez parler directement dans le récepteur et n'utilisez pas le haut-parleur.
- Si vous avez des difficultés techniques le 20 mai pour accéder à *WebEx*, vous pouvez communiquer avec le Bureau du greffier municipal à greffier@grandsudbury.ca ou en composant le **705-674-4455, poste 2471**. Veuillez noter que les ressources de la municipalité sont limitées et qu'elle n'est pas en mesure de diagnostiquer des problèmes techniques associés à votre matériel informatique ou à votre connexion internet et qu'elle ne peut s'y pencher.
- **N'oubliez pas que la réunion**

sera diffusée en continu en direct et archivée de cette façon. Si vous activez votre caméra, les participants à la réunion vous verront et vous serez visible durant la diffusion continue en direct.

• Veuillez ne transmettre à personne les détails de la réunion *WebEx* et ne le faites pas non plus sur les médias sociaux. Ces renseignements s'adressent aux membres du Comité et du Conseil, au personnel expressément désigné, aux auteurs d'une demande (ou à leur représentant) ainsi qu'aux personnes ayant demandé à prendre la parole. Toutes les autres personnes pourront assister à la réunion via sa diffusion continue en direct par la Ville du Grand Sudbury.

- **Lorsque le président du Comité les invitera à prendre la parole, les délégations publiques auront cinq minutes pour présenter leurs commentaires. Il est interdit de poser des questions aux membres du Comité (ou le personnel) et de débattre avec eux.** Si vous avez des questions, vous pouvez en faire mention durant votre présentation de cinq minutes. Vos commentaires doivent porter directement sur le contenu du ou des rapports faisant l'objet de votre présentation. Les membres du Comité peuvent vous poser des questions de suivi après vos remarques et commentaires, ou ils peuvent demander au personnel de répondre à ce que vous avez dit.
- Nous vous invitons à envoyer vos commentaires écrits pour étude par le Comité, ainsi que votre présentation orale. Veuillez vous reporter aux renseignements fournis ci-dessus sur la façon de transmettre les présentations et commentaires écrits.

Pour plus de renseignements sur ces questions, y compris sur vos droits d'appel, veuillez communiquer avec les Services de planification au 705-674-4455, poste 4295.

Le rapport du personnel et les recommandations seront également affichés sur le site de la municipalité (<https://agendasonline.greatersudbury.ca/index.cfm?lang=fr>) le 8 mai 2020.

Malgré tout ce qui précède, les Règles de procédure indiquées dans le Règlement de procédure seront suivies : <https://www.grandsudbury.ca/hotel-de-ville/reglements-municipaux/>.

LE VOYAGEUR A BESOIN DE VOUS!

Notre territoire est grand, notre équipe l'est beaucoup moins.

Nous accueillerons avec plaisir des idées de reportages venant de toutes les communautés francophones du Nord.

Vous avez un sujet et aimeriez vivre dans les souliers d'un pigiste le temps d'un texte? Ce sera un plaisir de vous appuyer et de vous payer pour votre effort.

**COMMUNIQUEZ
AVEC NOTRE DIRECTEUR
DE L'INFORMATION**

Julien Cayouette
1-866-926-3997, poste 6209
levoyageur@levoyageur.ca



LES INSOLITES DU NORD DE L'ONTARIO

Petite histoire du gros cinq-cent

Monument emblématique de la ville du nickel

ÉRIC
BOUTILIER

Le gros cinq sous est une attraction touristique synonyme du paysage du Grand Sudbury. Mesurant neuf mètres en hauteur, ce monument est un véritable hommage à l'industrie minière de la région et une source de fierté auprès des 162 000 âmes de cette communauté nord-ontarienne.

Il est situé à l'ancienne porte d'entrée de la Ville de Sudbury, soit à la jonction de la route régionale 55 et la promenade Big Nickel Mine, et fait partie de la liste des attraits incontournables où les touristes doivent se faire prendre en photo.

Inauguré en 1964, le gros cinq-cent est une structure dodécagonale fabriquée d'acier inoxydable. Elle a été conçue en 1949 par Steven Trenka, un artiste qui s'est inspiré des installations minières nécessaires afin de raffiner ce minerai. La Monnaie royale canadienne a ensuite émis une pièce de cinq sous avec son dessin.

«La Banque du Canada a lancé un concours national à la recherche d'un motif pour la pièce de cinq-cent de 1951. Elle était tellement importante, car c'était pour commémorer le bicentenaire de l'isolement chimique du nickel par un chimiste suédois, le baron Axel Fredrik Cronstedt. Il y a eu des centaines de dessins et d'œuvres qui ont été soumises et c'est celui de Steven Trenka qui a gagné la com-

pétition», raconte la porte-parole de Science Nord, Jennifer Beaudry.

«Lorsqu'on regarde le devant de la pièce, on retrouve une raffinerie de nickel qui fait référence à la présence de l'industrie du nickel. Pour en faire l'extraction, il fallait [avoir accès à] des fonderies. La personne que l'on retrouve en arrière, c'est le roi Georges VI, le roi de cette époque-là», précise Mme Beaudry.

«Souvent, les gens disent que la super cheminée de Sudbury se retrouve sur la pièce. Par contre, la super cheminée n'a pas été construite avant 1962, on n'avait que trois cheminées qui étaient beaucoup plus petites [en 1951].»

Un monument qui n'aurait peut-être jamais vu le jour sans la persévérance d'un entrepreneur

Il serait difficile d'imaginer le paysage sudburois sans cette gigantesque pièce de cinq sous. Pourtant, la ville, qui doit son existence en grande partie à la présence du nickel, mettait un obstacle après l'autre lorsqu'un promoteur voulait développer une attraction touristique.

«Ted Szilva, un entrepreneur, a lu dans un journal local de 1963 au sujet d'un concours qui demandait aux résidents comment ils aimeraient fêter le centenaire du Canada [en 1967]. M. Szilva avait soumis un plan pour aménager un site touristique avec une grosse réplique d'une pièce de cinq-cents, une mine souterraine et un centre de science minier», raconte Mme Beaudry.

«Son idée avait été rejetée par le comité de sélection, mais il avait fait tellement de recherche qu'il savait que son idée avait du mérite. Il a donc commencé à faire des prélèvements de fonds et, en 1964, il a acheté la propriété [où on retrouve aujourd'hui Terre Dynamique et la pièce de cinq-cent]. Par contre, lorsque M. Szilva est venu pour demander son permis de construction, la ville lui a dit qu'il n'avait pas le droit de construire un gros monument sur le site dans les banlieues de la ville de Sudbury», ajoute-t-elle.

«Il ne s'est pas découragé. Il est allé voir son voisin, [Inco], et a demandé à la compagnie si elle voulait lui vendre un peu de la propriété pour élargir son terrain. Ils ont dit oui. La pièce a donc été érigée à un mètre à l'extérieur de la ville de Sudbury, car, à cette époque, elle se retrouvait à Copper Cliff [qui n'exigeait pas de permis].



Photos : Courtoisie de Science Nord



GRAND SUDBURY

Report du Mérite Horace-Viau

Les Club Richelieu du Grand Sudbury ont choisi de ne pas tenir leur traditionnelle soirée de remise du Mérite Horace-Viau cette année. Il n'y aura donc pas de remise de prix cette année. Les candidatures reçues seront conservées et utilisées pour la remise du mérite

Horace-Viau et des prix jeunesse en 2021. Le souper a habituellement lieu dans le cadre des festivités de la St-Jean de Sudbury, qui a déjà décidé de passer à une édition en ligne cette année et de ne pas faire de rassemblement. Dans les deux cas, c'est évidemment la pandémie de la COVID-19 et les mesures de distanciation sociale qui ont forcé ces décisions. (J.C.)



ONTARIO

Assemblée de la francophonie de l'Ontario

AGA en ligne



L'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO) fait partie des organismes qui devront tenir leur assemblée générale annuelle de façon virtuelle cette année. Celle-ci aura lieu du 19 au 24 octobre. Le congrès qui l'accompagne est toujours rempli de présentations et l'AFO veut poursuivre la tradition. Elle est à la recherche de proposition de présentations originales pour des webinaires de 75 minutes pour les membres. Les idées doivent être proposées avant le 31 mai à 23 h 50 avec le formulaire en ligne à monassemblee.ca. (J.C.)

Un revenu minimum garanti, ce serait bien, mais...

MARC POIRIER
FRANCOPRESSE

Un article précédent de Francopresse sur le revenu minimum garanti (RMG) exposait l'engagement renouvelé pour cette idée suscitée par la création du programme fédéral de Prestation canadienne d'urgence (PCU). De nombreux groupes, partis politiques, individus et experts réclament à l'unisson que l'exemple de la PCU donne lieu à la mise sur pied d'une véritable allocation universelle de base. Évidemment, ce projet ne fait pas l'unanimité et on croirait que de nombreuses voix s'élèveraient pour s'opposer à l'implantation d'un programme si ambitieux et, surtout, si onéreux.

Or, il a été étonnamment difficile de trouver des positions discordantes au semblant de consensus qui semble se dégager à propos du RMG. Même ceux qui sont en porte-à-faux sur la question sont en faveur de l'élargissement de certains programmes de soutien au revenu existants.

C'est justement la quasi-absence de prises de parole à l'encontre d'un revenu de base garanti qui a poussé Olivier Jacques à publier un texte d'opinion repris dans plusieurs journaux. «C'est louche quand tout le monde est d'accord avec quelque chose. Il y a une mécompréhension à savoir de quelle politique on parle ici», croit-il.

Doctorant au département de science politique et spécialiste en politiques publiques à l'Université McGill de Montréal, Olivier Jacques affirme que le plus grand obstacle, c'est d'avoir les moyens de ses ambitions.

«D'abord, si on parle d'un revenu de base qui est universel, ça veut dire que tous les citoyens vont le recevoir, dit-il. Je ne suis pas nécessairement contre l'idée en principe, mais on parle de presque doubler les dépenses publiques pour un revenu qui serait adéquat, soit au moins 1 000 \$ par mois, voire 1 500 \$ ou 2 000 \$. C'est tout simplement impossible à financer, même si c'était un effort concerté d'Ottawa et des provinces. Ce n'est pas quelque chose qui est viable financièrement.»

Un point de vue que partage complètement le partenaire du cabinet de conseil Kool Toop and Guy Public Affairs, Ken Boessenkool : «Il n'y a aucune chance que le gouvernement fédéral ait les moyens de verser la subvention salariale d'urgence et la Prestation canadienne d'urgence de 2 000 \$ pendant plus de quelques mois.

Nous ne pouvons tout simplement pas nous le permettre. On aimerait penser que oui, mais on n'a pas les moyens de faire ça.»

Plus facile à dire qu'à faire

Olivier Jacques n'accepte pas l'argument des militants pour l'instauration d'un RMG selon lequel on financerait une partie des coûts en allant récupérer par l'impôt les montants accordés aux plus nantis.

«C'est plus facile à dire qu'à faire. Il faudrait quand même une réforme de l'Agence du revenu du Canada assez complexe, donc ce revenu-là ne serait jamais taxé à 100 %; il ne serait jamais taxé à 100 % pour personne. Ce serait alors une politique sociale qui n'est pas financable. On ne peut pas se permettre d'augmenter la taille de l'État à un niveau jamais vu.»

Expertise provinciale ou fédérale?

Une poignée d'experts de l'Institut Fraser, dont le président Niels Veldhuis et le vice-président à la direction Jason Clemens, ont signé le 28 avril un texte d'opinion (en anglais seulement) à ce sujet. Ils affirment que le débat actuel entourant cette idée est marqué par la confusion, des renseignements erronés et le manque d'information.

Les auteurs partent de l'idée que le principe du revenu minimum garanti remplacerait toute une gamme de programmes provinciaux, dont l'aide au revenu, ainsi que des programmes fédéraux tels que le Régime de pension du Canada, la Pension de la sécurité de vieillesse, l'assurance-emploi, l'Allocation canadienne pour enfants, l'Allocation canadienne pour les travailleurs et plusieurs crédits d'impôt.

«Il faudrait que le fédéral ou les provinces se retirent de leurs pro-

grammes de soutien au revenu, peut-on lire dans le document. Il est difficile de concevoir qu'Ottawa ou les provinces s'entendent pour laisser la place à l'autre dans ce domaine.»

L'autre argument majeur des auteurs est la situation financière dans laquelle la pandémie laissera le Canada. Ils soulignent que le Bureau du directeur parlementaire du budget prévoit un déficit de 184 milliards \$ pour l'année 2020-2021, soit le plus élevé depuis la crise financière du début des années 1980. Cela pourrait repousser à 2040 l'objectif d'équilibrer le budget. Tout cela, disent-ils, rend l'idée d'un revenu minimum garanti tout à fait irréaliste.

Malgré que peu de modèles de revenu minimum garanti aillent aussi loin que l'exemple présenté par l'Institut Fraser, Olivier Jacques pense également que de fusionner des programmes fédéraux et provinciaux pour les remplacer par le RMG n'est pas vraiment envisageable.

«On vit dans une fédération où il y a des provinces, il y a le gouvernement fédéral. Les deux font des transferts aux individus et c'est très compliqué de s'assurer que les deux gouvernements s'entendent afin qu'il n'y en ait un qui laisse toute la place à l'autre. Je ne pense pas que ça va arriver.»

Améliorer le filet social

Bien qu'ils soient opposés à l'idée d'un régime de revenu minimum garanti, Olivier Jacques et Ken Boessenkool croient cependant que le filet social pourrait être élargi.

«Nous avons découvert pendant cette crise que seulement 60 % des gens qui sont sans emploi sont admissibles à l'assurance-emploi, souligne Ken Boessenkool. Il faudra, au cours des deux prochaines années, examiner cette question et peut-être la régler.»

Encore là, les deux experts s'entendent. Olivier Jacques serait d'accord pour transformer l'assurance-emploi en un programme d'aide pour tous les sans-emplois. «On peut concevoir que les gens qui n'ont pas d'emploi, que ce soit ou non de leur faute, qu'on puisse leur offrir un revenu de base, un peu comme l'assurance-emploi,



Doctorant au département de science politique et spécialiste en politiques publiques à l'Université McGill de Montréal, Olivier Jacques affirme que le Canada n'a tout simplement pas les moyens de se payer un revenu minimum garanti, mais il estime qu'il faut élargir certains programmes existants.
— Photo : Courtoisie



Bien qu'il croie qu'un revenu minimum garanti soit irréaliste, Ken Boessenkool, partenaire du cabinet de conseil Kool Toop and Guy Public Affairs, souhaite qu'après la pandémie, on se penche sur les lacunes des programmes actuels de soutien au revenu.
— Photo : Courtoisie

qui serait donc un revenu minimum garanti pour les gens qui ne trouvent pas d'emploi. Ça me semble quelque chose d'envisageable et quelque chose qu'on pourrait financer.»

Il soulève lui aussi le fait qu'une bonne partie des chômeurs n'ont pas droit à l'assurance-emploi. «Donc, au lieu de penser à un grand changement de politique sociale comme la mise en place d'un revenu minimum universel garanti, pourquoi on ne penserait pas tout simplement à s'assurer que l'assurance-emploi couvre

l'ensemble des chômeurs et à s'assurer que l'assistance sociale soit assez généreuse pour que les gens aient un revenu décent?»

Ken Boessenkool croit également que la crise actuelle aura comme conséquence que l'on repensera certains programmes actuels afin de régler les lacunes qui ont été mises en lumière pendant la pandémie. «J'entrevois qu'il y aura d'importantes discussions entourant l'assurance-emploi. J'entrevois aussi des réflexions entourant les établissements de soins de longue durée.»



Photo : Unsplash

CANADA

Tirer des leçons des lacunes linguistiques qui ont miné la pandémie

GUILLAUME DESCHÊNES-THÉRIAULT
FRANCOPRESSE

Dans un article publié dans la *Revue canadienne de science politique*, les politologues Stéphanie Chouinard et Martin Normand

font état de lacunes en matière de respect des obligations linguistiques de la part d'institutions publiques et de gouvernements dans plusieurs juridictions au pays dans la gestion de la pandémie. En entretien avec Francopresse, le sénateur René Cormier soutient que «l'urgence de la situation fait en sorte que l'on doit réagir rapidement, mais cela ne justifie aucunement de ne pas respecter les deux langues officielles. Il s'agit d'une question de sécurité et de santé publique.»

Des obligations linguistiques non respectées

En Ontario comme au Nouveau-Brunswick, les premiers ministres ont été critiqués faute de pouvoir répondre aux questions en français pendant les conférences de presse. À plusieurs reprises en Ontario, des délais ont été observés dans la publication de documents informatifs en français.

Comme le rappelle l'article de Stéphanie Chouinard et de Martin Normand, le premier ministre Trudeau a lui aussi été montré du doigt pour avoir tenu ses allocutions quotidiennes principalement en anglais. À titre d'exemple, le 23 mars, le premier ministre s'est adressé aux enfants du pays dans un message unilingue anglophone, sous-titré en français.

En mars dernier, Santé Canada a éliminé l'obligation d'étiquetage bilingue de contenants de produits désinfectants et antiseptiques le temps de la pandémie. Puis, le 27 avril, le ministère de la Santé a aussi annoncé une exemption réglementaire pour les produits nettoyants.

Dans la perspective du sénateur Cormier, ces lacunes en matière de langues officielles en temps de pandémie sont révélatrices de problématiques bien ancrées au Canada. «C'est un problème récurrent que l'on vit avec beaucoup plus d'acuité en ce moment, car on est en situation de crise et ça transparaît davantage. La notion de l'égalité des deux langues officielles au Canada, c'est une notion qui n'est absolument pas intégrée dans l'ensemble de la population et auprès de certains de nos dirigeants.»

Une lettre ouverte à l'Organisation mondiale de la Santé

Le directeur général de l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques (ICRML), Éric Forgues, souligne lui aussi que la crise accentue des inégalités préexistantes, et ce, pas seulement au Canada. «La crise met en évidence différentes formes d'inégalités, dont les inégalités linguistiques. Ça été ressenti en Europe et c'est ressenti ici aussi.»

L'Institut est d'ailleurs signataire d'une lettre ouverte sur l'importance des langues de communication et de services dans le contexte de la COVID-19. Les signataires de cette lettre, traduite en six langues, sont des individus et des organismes du Canada, de Catalogne, des Pays de Galles et du Pays basque.

Cette initiative internationale issue de différentes minorités linguistiques a notamment pour objectif d'inviter l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) à «rappeler l'importance de faire de l'offre active de services linguistiques dans la langue du patient et des aidants.»

Se soucier de la langue en temps de crise : une question de sécurité et de santé publique

Pour Anne Leis, présidente de la Société Santé en français (SSF), profes-

seure et directrice du département de santé publique et d'épidémiologie à l'Université de la Saskatchewan, bien desservir les minorités linguistiques, «ce n'est pas une question frivole et de "si on a le temps", mais c'est une question de qualité et surtout de sécurité et d'équité.»

En matière de santé publique, veiller à ce qu'un patient reçoive des soins dans sa langue peut avoir un impact important sur leur qualité. Les signataires de la lettre ouverte à l'OMS, incluant de multiples chercheurs renommés dans le domaine de la santé, soutiennent que «l'offre active de services aux patients dans leur langue usuelle facilite des évaluations plus rigoureuses, des diagnostics plus précis et une meilleure compréhension du traitement et des soins.»

La langue est également un enjeu de sécurité publique en temps de crise, car l'ensemble de la population doit être en mesure de comprendre de manière adéquate l'information transmise par les gouvernements. Il s'agit aussi de maintenir la confiance de minorités linguistiques envers les autorités publiques.

La docteure Leis mentionne que «dans un contexte de pandémie, la notion d'information est essentielle. Les gens doivent comprendre ce qui se passe pour suivre les recommandations. Si les personnes ne comprennent pas, elles peuvent se mettre à risque elles-mêmes ou mettre à risque les autres.»

Des leçons à tirer à la sortie de la pandémie

Selon Éric Forgues, les lacunes actuelles en matière de respect des obligations linguistiques illustrent le besoin d'inclure davantage l'aspect de la langue de communication dans la préparation des



Le sénateur René Cormier a présidé le Comité sénatorial permanent des langues officielles lors de la dernière législature. — Photo : Courtoisie

protocoles pour répondre à des situations d'urgence à l'avenir.

«Il ne faut pas attendre d'être rendu en temps de crise pour penser à la communication. Il y a un manque au niveau de la préparation et des communications. Il y a eu un peu d'improvisation. Nous l'avons vu avec le gouvernement du Nouveau-Brunswick. [...] Il faudra faire une analyse après la crise afin de tirer des leçons et mieux se préparer. On peut penser qu'il y aura d'autres crises. La langue de communication sera encore une fois essentielle et il faudra être prêt.»

Pour le président du Comité sénatorial permanent des langues officielles lors de la dernière législature, René Cormier, il est évident que la crise actuelle aura une influence sur les discussions concernant la modernisation de la *Loi sur les langues officielles* à la sortie de la pandémie.

Les membres de ce comité sénatorial seront appelés à étudier en profondeur le projet de refonte de la Loi après son adoption aux Communes. Ils ont déjà émis une vingtaine de recommandations à cet égard. À la reprise des travaux, il faudra selon M. Cormier réfléchir à des mécanismes pour mieux protéger les droits linguistiques en situation d'urgence.

«Le défi du gouvernement fédéral actuellement est de ne pas avoir prévu de façon claire, ni à l'intérieur de la Loi sur les langues officielles, ni dans la réglementation, des mécanismes qui permettent de respecter les deux langues officielles dans un contexte de crise comme celui-ci.»

Dans l'exercice de rétrospective, les réflexions des parlementaires pourront être alimentées par le rapport spécial sur la réponse du gouvernement fédéral à la COVID-19 que préparera le Commissaire aux langues officielles du Canada.

M. Cormier souligne que l'enjeu des langues en temps de crise s'inscrit dans une réflexion plus large que celle de la modernisation de la *Loi sur les langues officielles*. Il cite l'exemple de la *Loi sur les produits dangereux* en lien avec la controverse de l'étiquetage unilingue. De plus, il estime que le respect des obligations linguistiques est aussi une question «d'exercice de leadership de la part du gouvernement» pour veiller à ce que les ministères fédéraux respectent leurs obligations.



RECETTE

SALADE VIVIFIANTE DE QUINOA AUX LÉGUMES MULTICOLORES

Vous essayez cette recette? Partagez le résultat en photo avec Journal *Le Voyageur* sur Facebook ou lavoixdunord.ontario sur Instagram.

En accompagnement ou en guise d'entrée, cette goûteuse salade vitaminée plaira à ceux qui ont à cœur leur santé!

INGRÉDIENTS (6 PERSONNES)

SALADE :

- 1 tasse de quinoa
- 2 c. à soupe d'huile d'olive
- 1 tasse de bouillon de poulet ou de légumes
- 1 tasse d'eau
- 1 poivron jaune, coupé en petits dés
- 1/2 concombre, coupé en petits dés
- 1/2 oignon rouge, coupé en petits dés
- 1 tasse de tomates cerises, coupées en 4
- 10 feuilles de basilic, finement hachées
- 10 brins de ciboulette, finement hachés
- 1 petit bouquet de basilic, pour décorer
- Sel et poivre

VINAIGRETTE :

- 1/2 tasse d'huile d'olive
- 1/4 de tasse de jus de citron
- 1/4 de tasse de vinaigre de vin blanc
- 1 c. à thé de miel
- Sel et poivre

PRÉPARATION

1. Rincer le quinoa jusqu'à ce que l'eau soit claire.
2. Dans une casserole, chauffer l'huile d'olive, ajouter le quinoa et mélanger durant une minute afin que celui-ci soit enrobé d'huile. Verser le bouillon et l'eau. Porter à ébullition, puis réduire à feu doux. Couvrir et laisser mijoter 15 minutes, ou selon les indications sur l'emballage. Retirer du feu et laisser reposer 10 minutes avant de séparer les grains à l'aide d'une fourchette. Étaler le quinoa sur une assiette ou une plaque à biscuits et laisser refroidir au réfrigérateur.
3. Dans un petit bol, fouetter ensemble tous les ingrédients de la vinaigrette.
4. Dans un grand bol, mélanger le quinoa froid et tous les autres ingrédients de la salade, à l'exception du bouquet de basilic.
5. Verser la vinaigrette et bien mélanger. Déposer le bouquet de basilic pour décorer.

N'hésitez pas à utiliser le quinoa de votre choix : blanc, rouge, noir ou « trois couleurs ». Vive la diversité!



Anne Leis, présidente de la Société Santé en français, professeure et directrice du département de santé publique et d'épidémiologie à l'Université de la Saskatchewan. — Photo : Courtoisie



Francopresse

Les 350 ans de la **COMPAGNIE DE LA BAIE D'HUDSON** en 10 datesANDRÉANNE JOLY
FRANCOPRESSE

Imaginez avoir un rêve et l'audace nécessaire pour le réaliser, mais pas les moyens financiers. Les autorités qui pourraient le rendre possible refusent de vous aider. Puis, le pays ennemi vous donne toute la latitude souhaitée pour réaliser ce rêve. Et que votre rêve vous survive, et vive même encore 350 ans plus tard!

Le 2 mai 1670, le rêve des explorateurs français Des Groseillers et Radisson devient réalité. Grâce à la Couronne anglaise, ils fondent la Compagnie d'aventuriers d'Angleterre faisant commerce dans la baie d'Hudson. Cette compagnie existe encore : c'est la Compagnie de la Baie d'Hudson, qui serait la plus vieille entreprise en Amérique du Nord!

Entre les premiers échanges avec les Autochtones et la vente en ligne, l'évolution de la Compagnie de la Baie d'Hudson jette un éclairage hors pair sur le développement de la société canadienne.

1670 – Fondation

Fondation le 2 mai, en Angleterre, de la «Compagnie d'aventuriers d'Angleterre faisant commerce dans la baie d'Hudson» qui jouit d'un monopole sur le tiers du Canada d'aujourd'hui. Dès lors, des postes de traite sont aménagés autour de la baie James et de la baie d'Hudson, puis l'expansion du réseau se fait vers le nord-ouest, dans un contexte de guerre commerciale.

1779 - Couvertures de laine

Apparition de la première couverture de laine foulée produite officiellement par la Compagnie de la Baie d'Hudson, utilisée comme monnaie d'échange dans les postes de traite, de concert avec les jetons échangeables dans les boutiques des postes de traite. Les bijoux d'échange sont employés officiellement dès 1796.

Livraison des fourrures à la Compagnie de la Baie d'Hudson en vue des échanges commerciaux, Lower Fort Garry (Manitoba), avant septembre 1913. — Source : Wikimedia Commons, issu de Valentine & Sons Ltd., Montréal et Toronto, imprimé à Londres.

Fort Garry, Manitoba, Canada

**1816 – Métis contre CBH**

Achat de 74 millions d'acres de terres à la Compagnie de la Baie d'Hudson par son actionnaire majoritaire en 1813. Son projet de peuplement dans la vallée de la rivière Rouge pose problème aux cultivateurs métis et aux commerçants de fourrure indépendants. Les camps en viennent aux armes et en juin 1816, 22 personnes meurent dans la bataille de Seven Oaks.

La colonie de la rivière Rouge continue de s'opposer au mono-

pole. En 1849, le Métis Pierre-Guillaume Sayer est trouvé coupable d'avoir fait le commerce de la fourrure sur le territoire de la CBH, mais ne reçoit pas de peine : la cour craint une révolte.

1821 - Fusion

Fusion avec sa rivale, la Compagnie du Nord-Ouest (CNO), en mars, ce qui octroie à la nouvelle Compagnie de la Baie d'Hudson 125 postes (57 de plus). La CNO avait été créée en 1779 par des commerçants indépendants qui disputaient le monopole de la compagnie anglaise.



La carte des principaux postes de la Compagnie de la Baie d'Hudson en 1914. — Source : Wikimedia Commons, tiré de Bartholomew, The 'Adventurers of England' on Hudson Bay: A Chronicle of the Fur Trade in the North, Projet Gutenberg Canada

1850 - Premiers magasins de détail

Lent déclin dans la vente de fourrures. La Compagnie de la Baie d'Hudson vend ses droits territoriaux sur sept-millions de kilomètres carrés au gouvernement du Canada. Suivra, en pleine colonisation de l'Ouest canadien, la vente de terres autour des postes de traite vers 1870. De premiers magasins de détail à l'extérieur des postes apparaissent en 1880.

1912 - Apparition des grands magasins

Ouverture d'un premier grand magasin à Calgary. Cinq autres, à Edmonton, Vancouver, Victoria, Saskatoon et Winnipeg, ouvrent jusqu'à 1926.



La construction du grand magasin de la Compagnie de la Baie d'Hudson du centre-ville de Vancouver (à l'angle Georgia et Seymour) a commencé en 1913. — Source : Wikimedia Commons (Xicotencatl), 2015

1929 - Des fourrures au pétrole

Fondation de la Hudson's Bay Oil & Gas. L'exploration de sites pétroliers dans l'Ouest résulte en l'exploitation de 1600 puits par l'entreprise dans les années 1960.



Installations pétrolières de la Compagnie de la Baie d'Hudson à Fort Churchill, au Manitoba, en août 1926. — Source : Bibliothèque et Archives Canada (Lachlan Taylor Burwash), 1926

1970 - Au Canada!

Révision de la Charte et rapatriement du document original au Canada. Le siège social s'installe à Toronto en 1974 où l'on ouvre un premier grand magasin. Cette année-là, les archives et artefacts de la Compagnie de la Baie d'Hudson sont déposés aux archives du Manitoba et au Musée du Manitoba.



Une reproduction du navire fondateur, le Nonsuch, qui a hiverné dans la baie James en 1648, fait partie de la collection du Musée du Manitoba. — Source : Wikimedia Commons (Thomas Quine)

1973 - Acquisitions en chaîne

Déplacement des activités de détail vers le centre du Canada et début de l'acquisition de grandes chaînes comme Zellers, Fields, Simpsons et K-Mart.

2008 - Désormais américaine

Achat de la Compagnie de la Baie d'Hudson par la société américaine NRDC Equity Partners. L'entreprise est active en ligne depuis 2000 et exploite, en mars 2019, 400 magasins, dont 92 sous la bannière La Baie d'Hudson au Canada, et compte plus de 65 000 employés.

POUR EN SAVOIR PLUS

À visiter :

- Encyclopédie canadienne : La Compagnie de la Baie d'Hudson
- Patrimoine HBC : Fil du temps de la Compagnie de la Baie d'Hudson
- Patrimoine HBC : Lieux historiques liés à la Compagnie de la Baie d'Hudson

À écouter :

- *Aujourd'hui l'histoire* : Pierre-Esprit Radisson, le caméléon de la Nouvelle-France (novembre 2019)
- *De remarquables oubliés* (avec Serge Bouchard, première diffusion de l'émission en 2007) : Pierre-Esprit Radisson

Pour les enfants :

- Histoire Canada : Le jeu du commerce la fourrure
- Magazine jeunesse *Kayak* : Comment les fourrures ont bâti le Canada

Texte et recherche : Andréanne Joly Graphisme : Chantal Lalonde

L'ACTUALITÉ DE **L'ONTARIO FRANÇAIS** EST SUR **ONFR+****ONFR+**

RENDEZ-VOUS SUR

ONFR.ORG

*Anthologie de la poésie des femmes en Acadie***Découvrir légendes et trésors cachés****CAMILLE
CONTRE**

Il est temps de redécouvrir la poésie de l'Acadie et l'*Anthologie de la poésie de femmes en Acadie* (Éditions Perce-neige, 2014), préparée par Monika Boehringer, est parfaite pour cela. Cette anthologie semble d'ailleurs avoir été conçue à titre de complément de l'anthologie de Nicole Brassard et Lisette Girouard (*Anthologie de la poésie des femmes au Québec : des origines à nos jours* aux Éditions du remue-ménage, 2003).

Comme le titre l'indique, cette anthologie ne s'intéresse qu'aux écrits des femmes qui ont influencé ou ont apporté à la culture littéraire de l'Acadie. Pour ceux qui se cherchent une anthologie sur la poésie de cette région de l'Atlantique qui rassemble la plupart des auteurs, voir *La poésie acadienne : anthologie* de Gérald Leblanc et Claude Beausoleil (Éditions Perce-neige, 1999). Cependant, la présente anthologie que Monika Boehringer a préparée se penche sur les œuvres littéraires du XX^e et XXI^e siècles écrites uniquement par des femmes.

Les poèmes inclus dans cette anthologie permettent de découvrir une Acadie aux multiples enjeux : culturels, linguistiques, historiques, géographiques et bien d'autres encore. Certaines thématiques sont également différentes des poèmes écrits par les hommes à la même époque, car il est parfois question de maternité, de famille et de sexisme.

De plus, les poèmes sont organisés en fonction de l'année de naissance des autrices. De cette manière, on peut véritablement observer tous les enjeux et thèmes présents dans les poèmes de l'époque ainsi que l'évolution des sujets abordés dans les écrits de ces femmes.

La beauté de cette anthologie réside dans le fait que plusieurs autrices moins connues ou

qui ne sont pas d'origine acadienne, comme Martine Jacquot et Annick Perrot-Bishop, ont finalement accès à la reconnaissance de leur apport à la littérature acadienne, puisque, selon Monika Boehringer, «l'Acadie littéraire n'est pas uniquement une affaire d'ADN — pour rester vive, elle doit être ouverte sur le monde (p. 31)».

De nombreux noms d'autrices célèbres figurent au sein de ce recueil, comme France Daigle, Antonine Maillet, Hélène Harbec, Dyane Léger, Georgette LeBlanc et Judith Hamel, pour n'en nommer que quelques-unes. On y retrouve donc certains poèmes plus connus que d'autres et parfois même quelques poèmes moins connus qui ont été publiés uniquement dans des revues littéraires. Le lecteur peut donc véritablement (re)découvrir certaines œuvres moins connues du grand public.

À la fin du livre, on y retrouve une notice biographique pour chaque poétesse présente dans l'anthologie, ce qui permet de bien boucler la boucle qu'est l'*Anthologie de la poésie des femmes en Acadie*.

Bref, un bel et complet ouvrage pour ceux et celles qui s'intéressent à cette littérature ou à l'évolution des enjeux dans la littérature de cette région.

MONIKA BOEHRINGER

**ANTHOLOGIE DE LA POÉSIE
DES FEMMES EN ACADIE**

Préface de Nicole Brassard



PERCE-NEIGE


RADIO-CANADA
présente
**SALON DU LIVRE DU GRAND SUDBURY
ÉDITION VIRTUELLE**

Une riche programmation grand public, jeunesse et familiale est prévue avec plus d'une quarantaine d'autrices et auteurs qui se prêtent à l'aventure de notre programmation virtuelle!



**ANIMATIONS
RENCONTRES
D'AUTEURS
CONFÉRENCES DU
MIDI
THÉ ET TEXTES
LECTURE
POÉSIE
PRESCRIPTIONS
LITTÉRAIRES
ATELIERS DE BD
CONCOURS
ET BIEN PLUS
ENCORE...**



PROGRAMMATION
VIRTUELLE:
DE NOTRE SALON
À VOTRE SALON

**7 AU 10
MAI 2020**

LESALONDULIVRE.CA

BAILLEURS DE FONDS



Canada



PARTENAIRES SOLIDES COMME LE ROC



LE VOYAGEUR

PARTENAIRES PLATINE





Sudbury



LE LOUP



éditions prise de parole





TIMMINS

Fabrication de visières : Des francophones emboitent le pas



L'ESCT a produit à ce jour 400 protège-oreilles et plus de 200 visières grâce à ses imprimantes 3D. — Photo : Courtoisie

EMILIE
DESCHÊNES

À l'École secondaire catholique Thériault (ESCT), on n'a pas hésité à se retrousser les manches pour soutenir le secteur de la santé et des services d'urgence en fabriquant et en faisant le don de visières ainsi que de protège-oreilles imprimés avec les imprimantes 3D de l'école.

«Nous avons activé nos sept imprimantes 3D lorsque nous avons su que nous pouvions appuyer le secteur de la santé en fabriquant des visières et des protège-oreilles pour supporter les masques chirurgicaux. Ces dernières aident à ne pas irriter les oreilles des gens qui portent ces masques», affirme le directeur de l'ESCT, Yves Poitras.

À ce jour, ils ont produit plus de 400 protège-oreilles et plus de 200 visières.

«Nous avons fait quelques prototypes afin de répondre aux besoins de l'hôpital, poursuit-il. Nous avons aussi partagé nos produits avec des sages-femmes, la Police provinciale de l'Ontario, le Service de police de Timmins, en plus de maisons funéraires. Ces services nécessitent une protection accrue face aux dangers d'infection.» La pénurie locale d'équipement de protection a été l'élément déclencheur de cette démarche.

«Nous avons eu l'inspiration pour ce projet à la suite des annonces aux nouvelles d'un manque de produits pour protéger les gens du domaine de la santé. On connaît notre capacité de production et un petit groupe s'est concerté afin d'appuyer les efforts pour contrer ce virus, précise M. Poitras. Nous avons deux enseignants, Alain Bédard et Jean-Luc Arsénault, qui s'occupent du design et de la production. Michelle Dubeau, gérante des services des ressources humaines du Conseil scolaire catholique de district des Grandes Rivières, et moi-même appuyons la production.

Il a d'ailleurs fallu déployer beaucoup d'efforts pour réussir à mettre la main sur des écrans transparents à fixer au serre-tête avant d'entamer la production, selon le directeur. «Ce projet a débuté à la suite du congé d'hiver. Il a fallu

un long moment de design afin de répondre aux besoins du domaine de la santé. Nous planifions continuer tant que le besoin existe.»

Selon M. Poitras, ces visières et protège-oreilles pourraient éventuellement servir aux élèves qui entreprendront une Majeure haute spécialisation en santé.

«Notre école et notre conseil scolaire ont comme mission de former de jeunes citoyens soucieux de leur communauté. Il semblait naturel de pouvoir poser ce geste», conclut M. Poitras.

Un couple approvisionne sa communauté en équipement de protection

Domiciliés à Timmins, l'infirmière autorisée à la retraite après 36 ans de service, Lorraine Durepos, ainsi que son conjoint officier des affaires publiques chez OPG à la retraite, Mario Durepos, ont constaté un besoin communautaire criant et se sont rapidement lancés dans un projet qui allait faire une différence notable dans la commu-

nauté. En période de confinement, le couple s'est donné comme mission de contribuer à la protection des travailleurs de première ligne.

«Il nous fait grand plaisir d'annoncer que nous avons atteint notre objectif. Cette initiative a vu le jour car nous voulions faire partie de la solution. Sachant qu'il y avait une énorme pénurie de visières, nous nous sommes mis au travail, voulant ainsi combler cette lacune. Fabriquer des visières pour nos professionnels de la santé de première ligne est devenu notre objectif dans le but d'assurer leur sécurité pendant le combat contre la COVID-19. Cette initiative a bénéficié d'un soutien financier important de notre communauté ainsi que d'une équipe de montage. Nous sommes fiers d'avoir fabriqué plus de 3000 visières pour notre communauté», déclare Mme Durepos.

En près d'un mois, ces visières ont été distribuées aux hôpitaux de Timmins (850), Matheson (160), Iroquois Falls (200), Cochrane (200) et Smooth Rock Falls (100) ainsi qu'aux établissements de soins de longue durée et résidences pour personnes âgées locaux et d'autres organismes qui interviennent auprès de la population en cette période de crise sanitaire. Les travailleurs ont été nombreux à leur exprimer leur appréciation.



Lorraine et Mario Durepos contribuent à la protection des travailleurs de première ligne en ce temps de pandémie mondiale. Les visières fabriquées à la main sont accueillies à bras ouverts en région. — Photo : Courtoisie

Réunion du conseil municipal à venir

Mardi 12 mai 2020 — Séance ordinaire

Communiquez avec le bureau du greffier ou visitez le site de la Ville pour un horaire complet au www.timmins.ca

STEPH PALMATEER, AMCT Greffier
220, boul. Algonquin Est, Timmins
(Ontario) P4N 1B3
steph.palmateer@timmins.ca

TIMMINS ET NORTH BAY

A-t-on des logements adéquats pour accueillir des nouveaux arrivants?

JULIEN
CAYOUILLE

Lorsque l'on parle d'immigration, beaucoup d'attention est accordée à l'accueil des nouveaux arrivants. Une partie importante de cet accueil passe souvent sous silence : est-ce que les municipalités ont suffisamment de logements décentes et abordables pour les accueillir convenablement? Une nouvelle étude (en anglais) de l'Université Nipissing se penche sur cette question pour les municipalités de North Bay et de Timmins. Dans les deux cas, il y aurait des améliorations à apporter.

Les premières recommandations soulignent le besoin pour les deux municipalités de mieux suivre l'état de leur marché locatif et immobilier, de l'emploi, du transport et des services si elles désirent être des communautés accueillantes pour le Programme pilote d'immigration dans les communautés rurales et du Nord.

Même si la majorité des immigrants interrogés pour l'étude sont satisfaits de leur lieu de résidence — et qu'il y a une amélioration dans la vie de chacun au fil du temps —, le problème le plus fréquemment rapporté est la disponibilité et l'acceptation. Les chambres à louer, les locations à court terme et les appartements de trois chambres seraient particulièrement difficiles à trouver.

À North Bay, les répondants semblaient trouver que les marchés locatifs et des condominiums visaient plus spécifiquement les retraités.

Les problèmes avec les propriétaires sont le deuxième défi mentionné le plus fréquemment. Les participants ont rapporté des propriétaires dont l'appartement n'était soudainement plus disponible lorsqu'ils arrivaient sur place, d'autres qui avaient des exigences exagérées alors que certains disent aux gens qui aident les immigrants qu'ils ne veulent pas «louer à des réfugiés». La langue, que ce soit l'anglais ou le français, était aussi souvent un obstacle de plus à la compréhension.

Le prix des appartements est perçu comme étant très élevé. À Timmins, un intervenant a soulevé à quel point les prix élevés compliquaient la vie des étudiants étrangers. Puisque leurs frais de scolarité sont déjà bien plus élevés que pour les Canadiens, ils doivent souvent s'entasser à plusieurs dans de petits appartements.

Par contre, plusieurs immigrants trouvent que les maisons sont abordables à l'achat, surtout en comparant ces deux marchés avec celui de Toronto.

Accueillantes, mais...

La majorité des répondants se sentaient «confortables et en sécurité» dans leur quartier. Par contre, seulement 42 % se sentaient vrai-

ment chez eux et 30 % trouvaient que leurs voisins les aidaient à se sentir les bienvenus.

Les résultats semblent démontrer que «les nouveaux arrivants semblent interagir fréquemment avec leurs voisins, mais ces interactions sont superficielles», expliquent les auteurs.

Un effet du manque de logements pour étudiants à Timmins serait l'autoségrégation des étudiants étrangers. Ils doivent se trouver un toit plus loin de leur école et, avec leurs études, les déplacements, le travail et leur niveau de confort dans la langue de la majorité, ils se retrouvent souvent à discuter seulement avec leurs colocataires ou quelques autres étudiants.

Besoin de formations et d'activités

«Les deux villes utilisent beaucoup de ressources pour insister sur l'importance de l'immigration et pour donner une bonne image aux immigrants. Mais les nouveaux arrivants continuent à vivre de la discrimination (comme les propriétaires qui profitent d'eux) dans les deux communautés», peut-on lire dans la conclusion.

L'étude reconnaît les efforts d'intégration menés par les agences multiculturelles de North Bay et Timmins. Par contre, la plupart des ateliers visent la langue. Les auteurs suggèrent d'offrir davantage de cours sur les droits et devoirs des propriétaires et des locataires, la préparation au marché du travail et comment se lancer en affaires dans le Nord de l'Ontario.

Plus de programmes d'assistance financière au logement seraient également nécessaires.

Pour ce qui est des interactions entre résidents, on recommande d'encourager et d'appuyer la création d'activités et d'événements dans les quartiers qui encourageraient les rencontres, particulièrement pendant l'hiver, moment où les immigrants signalent qu'ils sont encore plus isolés.

Cette étude a été menée et dirigée par Natalya Brown et Anahit Armenakyan de l'Université Nipissing avec un financement de Voies vers la prospérité.

SPORTS

SUDBURY

L'annulation d'un championnat national de curling déçoit les organisateurs

ÉRIC BOUTILIER

Le championnat national de curling féminin et masculin des moins de 18 ans a été reporté à une date indéterminée. Le tournoi de Curling Canada devait être présenté à Sudbury du 20 au 25 avril, mais les mesures de confinement et de distanciation sociale ont forcé les organisateurs à suspendre l'événement.

Une formation de chaque province et de chaque territoire — incluant une équipe du Nord de l'Ontario — devait prendre part à cette compétition d'envergure. Depuis le printemps 2019, un peu plus de 90 bénévoles ont travaillé de longues heures dans le but d'accueillir les meilleurs athlètes de ce groupe d'âge au pays.

La directrice des communications du Club Idylwyld et membre du comité organisateur, Jen Gates, explique que le championnat aurait été une occasion en or pour les amateurs de curling de pouvoir constater les habiletés de la prochaine génération de joueurs canadiens.

«L'événement aurait placé Sudbury sur la carte en tant que destination viable pour le curling. Nous avons espéré que le monde du curling aurait pu voir comment nous sommes une communauté dynamique qui appuie le sport. Les athlètes locaux auraient été accueillis avec enthousiasme par les amateurs et les bénévoles. Ça faisait plusieurs années que Sudbury avait présenté un championnat national et je crois que la réaction de la communauté aurait été positive», avance Mme Gates.

«Le comité est déçu de ne pas pouvoir aller de l'avant avec la compétition, mais comprend pourquoi la décision a été prise. Nous savons que c'est encore plus difficile pour les jeunes joueurs de curling qui ne pourront pas participer à un championnat national.»

Le comité espère néanmoins accueillir un événement semblable dans l'avenir.



Tournoi Grand Slam de 2019 à North Bay — Photo : Archives

NORTH BAY

Football Possibilité d'une saison raccourcie

ÉRIC BOUTILIER

Les Bulldogs de North Bay pourraient disputer un programme double avec les Longhorns d'Oakville et les Sooners d'Ottawa plus tard cet été si les gouvernements leur accordent la permission d'embarquer sur un terrain de football pour s'entraîner. La formation du Nipissing espère récupérer une partie de sa saison dans la Conférence de football du Nord (NFC), même s'il ne s'agit que de jouer quelques matchs hors-concours.

Le 18 avril, la NFC a annoncé l'annulation de la saison de 2020 en raison de la COVID-19 et des nombreuses complications et incertitudes liées à ce virus. Par contre, le retour de certaines activités pointe à l'horizon, comme la permission accordée aux terrains de golf de se préparer pour la prochaine saison.

Avec la possibilité d'un éventuel retour à la normale, l'entraîneur des Bulldogs, Marc Mathon, croit que ses joueurs pourraient bénéficier de matchs amicaux afin de gagner de l'expérience et développer leurs habiletés au jeu semi-professionnel.

«J'ai reçu un coup de téléphone des Longhorns d'Oakville et un autre des Sooners d'Ottawa. Tous les deux m'ont parlé de la possibilité de jouer une série de deux matchs [deux à North Bay, un à Oakville et un autre à Ottawa] si l'on était capable d'embarquer sur les terrains de football en juillet», raconte M. Mathon.

«On avait de bons plans pour la saison de 2020, car on pensait avoir une plus grande équipe, comparée à celle de l'année passée, poursuit-il. Le club devait accueillir 15 à 20 nouveaux joueurs diplômés du programme préuniversitaire [des Bulldogs]. On aimerait qu'ils puissent jouer au moins un peu pour faire du développement d'équipe et pour déterminer ce qu'on pourrait accomplir ensemble l'an prochain.»

Une question de garder le moral

Les dirigeants des Bulldogs ont eu le cœur gros la semaine dernière lorsqu'un joueur du programme junior — Rhys Teeple — est décédé subitement. Nonobstant les mesures d'isolement et de distanciation sociale, M. Mathon estime qu'il serait bon pour le moral de ses joueurs de pouvoir disputer quelques matchs cet été.

«On ne connaît pas encore ce que le gouvernement va proposer comme plan de relance, mais il faut y avoir de l'espoir. C'est tellement important, car la dépression est quelque chose dont les gens peuvent souffrir. On veut donner un peu d'espoir à tous nos joueurs et à tous les participants de football à North Bay», illustre l'entraîneur des Bulldogs.

«Beaucoup de nos joueurs ne font rien présentement. Ils ont bien hâte de jouer du football de quelque sorte. Si on a l'opportunité de jouer au moins quelques matchs cet été, ça va aider à diminuer les effets de confinements et ça va nous donner une indication qu'on commence à revenir à la vie normale.»



Photo : Archives

le dialogue

la voix du moulin à fleur

cherchons ce qui rapproche, oublions ce qui divise!

publireportage

MOULIN À FLEUR

Des nouvelles de Jeannine Larcher Lalande en confinement

CLAIREPILON

Jeannine Larcher Lalande est l'historienne non officielle du quartier du Moulin à Fleur, qu'elle a habité toute sa vie et y a été très active. Maintenant âgée de 86 ans, elle voit toutes ses activités et ses visites arrêtées en raison des mesures de confinement. Elle trouve la situation difficile, mais elle est de nature optimiste.

«Ce que je trouve surtout difficile, c'est l'isolement. J'ai une préposée aux soins qui vient me voir deux fois par semaine, mes enfants font les épicerie à tour de rôle et ceux demeurant proches partagent des repas», raconte Mme Larcher.

Pour éviter d'être trop seule, Mme Larcher-Lalande communique avec ses amis et sa famille par téléphone, fait de

la lecture, du tricot pour les personnes pauvres, écoute de la musique et apprécie les fleurs qu'elle reçoit de son fils pour égayer sa vie. De plus, elle et son amie travaillent dans ses photos, ses papiers historiques et les avis de décès.

«Je téléphone aussi aux personnes qui ont perdu un être cher pour jaser et les consoler, car il n'y a pas de funérailles

en règle et elles manquent l'appui des autres», dit-elle.

«À Pâques, j'ai reçu de la visite de mon fils, qui restait sur le patio pendant que je restais à l'intérieur pour garder nos distances. Parfois je m'ennuie, mais j'essaie de combattre la déprime.»

«Je manque ma présence aux églises, mais j'ai le poste EWTN, un poste religieux, qui me permet d'assister à la messe, au chapelet, aux enseignements spirituels et je prie le bréviaire», énumère-t-elle.

Elle dit passer beaucoup de temps à se laver les mains et fait un peu de ménage, autant que sa forme physique lui permet.

Jeannine Larcher-Lalande a été synonyme du Festival des bleuets de Sudbury pendant de nombreuses années — Photo : Archives





NOËLVILLE

École St-Antoine

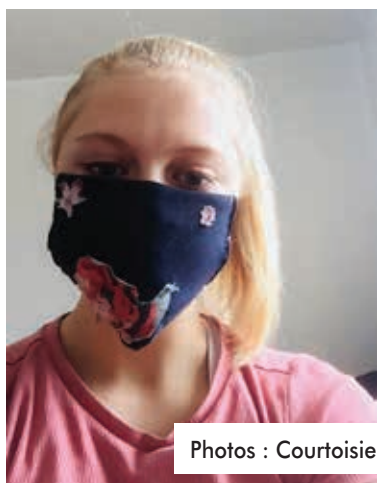
La Covid-19 a changé mon rythme de vie

J'avais hâte au congé de mars puisqu'on devait partir en croisière aux Bahamas. Huit heures avant notre départ, on a appris que le voyage était annulé en raison de la COVID-19. J'étais vraiment triste, mais, pendant le congé, on a fait semblant qu'on était sur la croisière en faisant de bons soupers élégants.

L'enseignement à domicile a changé mon rythme de vie. Je ne dois plus me lever tôt pour prendre l'autobus et mes récréations sont prolongées. J'améliore mes compétences à l'ordinateur. Toutefois, c'est vraiment frustrant lorsque la technologie ne fonctionne pas.

Durant mes études à domicile, j'ai accompli plusieurs projets intéressants. J'ai construit un étang avec mon père et une maison pour mon futur canard. J'ai commencé un jardin et j'ai appris à utiliser la machine à coudre pour fabriquer des masques.

Bailey Raymond,
élève de 7^e année
École St-Antoine



Photos : Courtoisie

Découvrir de nouvelles passions

Depuis quelques semaines, nous faisons l'apprentissage à domicile. J'aime pouvoir faire mes devoirs dans mes pyjamas et avoir plus de temps pour faire d'autres activités. Ce qui me déplaît, c'est que les programmes d'ordinateur peuvent être compliqués, mais notre enseignante est toujours là pour nous aider.

Puisque je suis à la maison, j'ai décidé d'apprendre à coudre et j'ai fabriqué un masque médical. Mes parents s'assurent que nous restons en santé et nous apportent prendre des marches. Ma famille a aussi décidé de tailler des érables et nous avons pu produire du sirop.

Les sourires des enseignants me manquent beaucoup. Je m'ennuie de mes amis, mais on se parle quotidiennement. J'ai hâte de revoir des enseignants et mes amis. Pour le moment, je suis contente qu'ils soient sains et saufs à la maison.

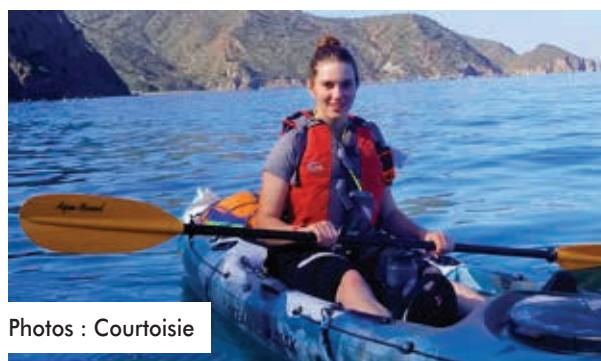
Gabrielle Guérin,
élève de 7^e année
École St-Antoine

SAULT-STE-MARIE

École secondaire Notre-Dame-du-Sault

Vivre une expédition riche en émotions et découvertes

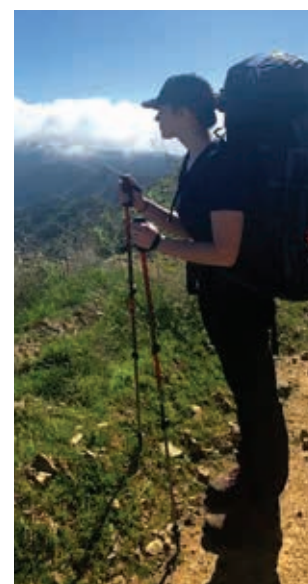
Les jeunes Ontariens seront confinés à la maison au moins jusqu'au 31 mai, comme 860 millions d'élèves à travers le monde. Pour rejoindre nos élèves, les enseignants de l'École Notre-Dame Hanmer diffusent des vidéos pédagogiques et proposent des activités éducatives en ligne afin d'assurer un continuum dans l'éducation des jeunes. Cette initiative a pour but de combler les apprentissages essentiels en français, en mathématiques, en études sociales et en sciences. L'actuelle pandémie de la COVID-19 constitue une réalité particulière et inhabituelle. Bien que l'éducation soit



Photos : Courtoisie

très importante, la priorité demeure la santé mentale. Le personnel de l'école NDH recommande de demeurer en santé et de miser sur le plaisir; les jeux éducatifs et la découverte en famille. La créativité est éducative en soi!

On va s'en sortir, sans sortir!



ESPANOLA

École Saint-Joseph

Des messages d'espoir

Le 3 avril, le personnel de l'École Saint-Joseph (Espanola) a eu accès à l'école sous un horaire très spécifique et devait suivre des directives afin de minimiser la contamination des lieux et tout risque de contagion. À la porte de l'école, ils ont été accueillis par des affiches créées par des élèves des écoles Saint-Joseph et Franco-Ouest. Ces affiches étaient remplies de messages d'espoir et d'encouragement alors que nous vivons des moments quelque peu incertains et difficiles. Avec un tel décor, le personnel se sentait à la fois encouragé et bien accueilli. Ils en sont très reconnaissants et remercient vivement les élèves qui ont affiché de si beaux messages d'espoirs.



Photo : Courtoisie

Nous souhaitons à
nos élèves, nos familles et
à notre personnel une
Semaine de
l'éducation catholique
remplie d'espoir et de solidarité.



Allumer la flamme
de l'espérance



CONSEIL
SCOLAIRE
CATHOLIQUE
NOUVELON



RIVER VALLEY

École élémentaire catholique Christ-Roi Une élève profite de l'arrivée du printemps

L'arrivée du printemps apportera dans les prochaines semaines, à River Valley, plusieurs mouches noires. C'est donc le moment propice de passer du temps à l'extérieur. Raven, élève en jardin d'enfants à l'École élémentaire catholique Christ-Roi, passe beaucoup de temps dehors avec sa famille. Ensemble, ils profitent de la nature tout en développant des apprentissages environnementaux. Ayant des racines algonquiennes et métis, la nature a toujours été importante au bien-être de sa famille. Raven dit qu'elle se sent bien en pleine nature et aime prendre de longues marches sur la ligne de trappe familiale avec ses parents. Elle profite aussi du sirop d'érable frais que son père a produit au mois d'avril et trouve fascinant la sève qui coule d'un érable au printemps puisse être bouillie en sirop pour déguster!

Photo : Courtoisie



NORTH BAY

École secondaire catholique Algonquin Les avantages et l'importance de maîtriser la langue française

À mon avis, maîtriser la langue française a beaucoup d'avantages, et n'oublions pas que parler le français peut mener à beaucoup de possibilités lors de son apprentissage ainsi que son avenir. Le français est très important, puisque c'est une des deux langues officielles au Canada depuis l'année 1969.

En parlant en français, les élèves ont l'opportunité à participer à différentes fêtes, manifestations et activités, entre autres l'improvisation, les activités de la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO) et le festival La Nuit sur l'étang. De plus, ils apprennent davantage au sujet de la musique francophone. Selon moi, Cœur de Pirate et Marie-Mai sont des artistes francophones exceptionnelles.

Il est très important de souligner tous ceux et celles qui se sont battus pour la langue française. Grâce à eux, nous sommes capables d'afficher notre fierté francophone! Nous manifestons encore pour garder nos droits de parler, apprendre et avoir nos services en français.

Pour tout dire, communiquer en français a plusieurs avantages et elle est très importante, alors il ne faut donc pas l'oublier!

par Natalia Bélanger
Élève à l'École secondaire catholique Algonquin

Natalia Bélanger
— Photo : Courtoisie

STURGEON FALLS

École secondaire catholique Franco-Cité Le thé de cèdre : une médecine sacrée

Cailen, élève finissante à l'École secondaire catholique Franco-Cité de Sturgeon Falls, se tourne vers sa culture anishinaabé durant ce temps difficile d'isolement. Étant membre de la Première Nation Nipissing, elle approfondit les enseignements qu'elle a reçus de sa communauté pour se reconforter. Sa culture associe le cèdre à un élément protecteur. Ainsi, Cailen profite des bienfaits du cèdre en le buvant sous forme de thé avec un peu de sirop d'érable. Lors de la cueillette de branches de cèdre, elle fait attention à respecter l'arbre en ne cueillant que ce dont elle a besoin tout en exprimant sa reconnaissance et sa gratitude. Cailen espère que vous êtes tous et toutes en bonne santé!



Cailen — Photo : Courtoisie

3 au 9 mai 2020

En cette Semaine de l'éducation catholique et Semaine de la santé mentale, le CSCFN invite l'ensemble de la communauté à profiter pleinement des activités vedettes présentées par des élèves et des membres du personnel sur leur outil virtuel intitulé « Éducation à la maison ».

L'ÉCOLE CATHOLIQUE

Célébrons la Semaine de l'éducation catholique

Allumer la flamme
de l'espérance

et la Semaine de la santé mentale #ParlerPourVrai

Je vais bien, merci.

Ce que je veux
vraiment dire...

Semaine de la santé mentale de l'ACSM

4 au 10 mai 2020

semainedelasantementale.ca

Parler haut et fort, mais surtout, #ParlerPourVrai

De l'aide au bout des doigts.

cspgno.ca/japprendschezmoi



Conseil scolaire public du
Grand Nord de l'Ontario



Conseil scolaire public du
Grand Nord de l'Ontario



Conseil scolaire public
du Nord-Est de l'Ontario
cspne.ca

NORD-EST DE L'ONTARIO

«En français, svp!» ajoute un nouveau portail de ressources en ligne

Depuis les dernières années, le programme «En français, svp!» du CSPGNO a gagné en popularité. Comme bien d'autres choses, le programme a dû interrompre ses activités en raison de la pandémie.

Destiné aux enfants âgés de 2 à 4 ans, ce programme développe l'autonomie et la confiance de l'enfant et l'initie à la vie scolaire. De plus, «En français, svp!» présente aux parents des stratégies gagnantes pour appuyer leurs enfants dans une école de langue française.

Ce programme, offert dans les écoles élémentaires du CSPGNO, ajoute maintenant un appui en ligne. Le programme vient en aide aux enfants qui ont une connaissance limitée du français ou qui viennent d'un foyer où le français n'est pas la langue première. Par le biais d'activités d'apprentissage, les enfants vivent des expériences similaires à celles qu'ils vivront à l'école et seront ainsi bien préparés à la rentrée scolaire.

Le nouveau site internet de «En français, svp!» est une ressource incontournable pour les parents qui désirent mieux préparer leur enfant à la prochaine rentrée scolaire, spécialement dans un contexte où même les garderies sont fermées.

Portail de ressources en ligne « En français, svp ! »
sites.google.com/cspgno.ca/efsvp/accueil

Le site contient une panoplie de trucs pour améliorer la communication en français avec les enfants. Les coordonnatrices du programme ont pensé à tout : à des conseils pour une meilleure ergonomie, à des idées de bricolages et des recettes, à des astuces pour découvrir le monde sans technologie, à des chansons et des comptines, à des activités physiques, à des ressources pour la lecture, à des applications et à des sites éducatifs. Le tout destiné aux petits et à leurs parents.

Il est important de souligner que ce nouveau portail de ressources est une initiative du CSPGNO et un témoignage de l'amour que Mme Suzette et Mme Vivianne ont pour leurs petits amis qui leur rendaient visite quotidiennement avant le début de la pandémie. Elles demeurent accessibles pour les parents et les enfants qui désirent renouer le lien avec elles dans l'optique de poursuivre les efforts de francisation et de préparation pour leur premier jour d'école, qui sera cette année un événement magique pour tous et toutes.



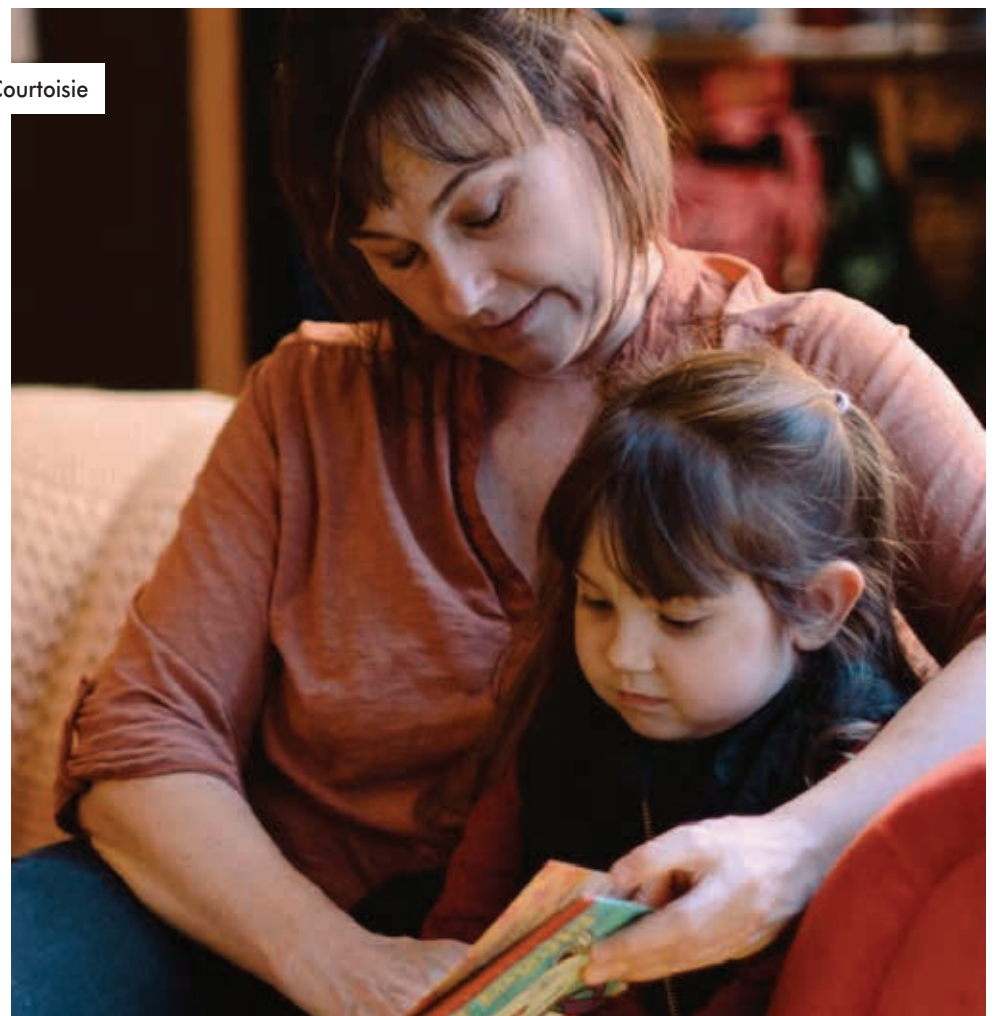
En français, svp !

Programme gratuit de francisation et de préparation scolaire
pour les 2 à 4 ans



Le coin des
tout-petits

Photos : Courtoisie



vie communautaire VALLÉE EST

publireportage



HANMER

La santé est plus importante que la vie sociale

CLAIREPILON

En raison de la pandémie et des directives du gouvernement de l'Ontario, le Centre club d'âge d'or de la Vallée a dû fermer ses locaux indéfiniment. Les membres comprennent les circonstances de cette crise et que la santé est plus importante que la vie sociale.

«La coordonnatrice travaille de chez elle et la cuisinière ainsi que le concierge envisagent une interruption de leur travail. Il n'y a plus de diners amicaux, les rencontres de musiciens amateurs, le centre de jour, tous les programmes et toutes les activités sont annulés», explique la présidente, Jeannine Blais.

Elle est présidente du Centre club d'âge d'or de la Vallée depuis 2017 et membre du club depuis 1999. «Je suis devenu membre afin de pouvoir avoir du plaisir lors des danses carrées.»

«Pendant que j'ai occupé plusieurs postes, j'ai acquis beaucoup d'informations qui m'ont donné une certaine expertise dans la gestion d'un conseil d'administration. J'aime pouvoir faire preuve d'un leadership et de voir au bien-être de nos aînés, et ce, dans plusieurs domaines comme les programmes de divertissements, des ateliers de boiseries, des jeux, tout ce qui leur donne intérêt à venir au club. Je fais le suivi à travers les créations de nos fondateurs quand ils ont décidé des besoins d'un club francophone», indique Mme Blais.

Elle est aussi responsable du comité social du club et dit travailler avec une bonne équipe. «Ensemble, nous regardons les activités sociales qui devraient avoir lieu durant les prochains mois, par exemple le dîner amical, le déjeuner des parents, le thé bazar, les excursions et autres.» Le thé bazar et le déjeuner des parents seront probablement annulés à cause du virus.

«Un jour cette pandémie se terminera et les rencontres reprendront», lance la présidente.

Comme plusieurs, Mme Blais a été surprise lorsqu'elle est arrivée devant les portes fermées de son église avec une note explicative. «Pour plusieurs d'entre nous, l'Eucharistie est très importante et on sent que nous



Jeannine Blais — Photo : Courtoisie

avons perdu un membre», illustre-t-elle.

Maintenant, elle doit suivre la messe en français à la télé chaque dimanche. «Il y a aussi au moins eu, pour les cérémonies de Pâques, la possibilité de suivre les messes virtuelles avec le père Gérard Lajeunesse, curé de la paroisse St-Vincent de Paul de North Bay», se console Mme Blais.

Mme Blais est née à la campagne, à Astorville, et elle a fait ses études à la petite école du coin et à l'école secondaire de North Bay.

HANMER

Des nouvelles de la paroisse St-Jacques

CLAIREPILON

Le responsable de la paroisse St-Jacques de Hanmer, le père Basil Agré, informe les paroissiens de la situation financière de la paroisse par l'entremise du site internet de la paroisse.

«Notre paroisse continue de faire face à des obligations financières quotidiennes par rapport aux services publics, aux assurances, aux taxes, aux salaires et à l'entretien essentiel de l'église. Cependant, en perdant la contribution financière hebdomadaire des paroissiens, nous perdons par le fait même les ressources qui nous permettent de respecter ces obligations fiscales. Ces coûts s'accumuleront si nous ne recevons aucun revenu. Nous sommes donc dans l'obligation de demander l'aide des paroissiens qui font régulièrement des dons par le biais des enveloppes du dimanche.»

Il demande aux paroissiens de bien vouloir considérer une de deux façons pour faire un don hebdomadaire : soit déposez

une enveloppe dans la boîte aux lettres au bureau par chèque seulement ou envoyez à la paroisse par courrier une série de chèques postdatés ou dans une enveloppe du dimanche. «Nous voulons exprimer notre gratitude pour votre loyauté et votre soutien généreux de votre paroisse. Nous vous prions de ne pas faire de don si ce don peut représenter pour vous une difficulté quelconque», conclut-il.

La paroisse est également toujours à la recherche d'une secrétaire pour un poste temporaire d'une durée de trois mois qui pourrait être renouvelé. Les candidatures doivent être acheminées aux adresses courriel stjacques@persona.ca, basildonbasibas14@gmail.com ou à michel.denis630@gmail.com.



St-Jacques Hanmer — Photo : Archives

Nous sommes fiers de commanditer le projet La vie active

REER-CELI

C'est le temps de cotiser



Date limite pour cotiser au REER :
2 mars 2020

1 800 CAISSES | desjardins.com/reer-celi

Desjardins
Caisse Desjardins Ontario



SUDBURY | CHELMSFORD | HANMER



DAVID LAPLANTE
DIRECTEUR GÉNÉRAL

705-566-2100

WWW.COOPERATIVEFUNERAIRE.CA





HEARST

Le complexe Claude Larose fermé temporairement

CLAIREPILON

Comme pour d'autres, le virus fait beaucoup de tort au centre récréatif Claude Larose de Hearst. Il est fermé durant la saison la plus achalandée avec des tournois et des championnats. Les patinoires et la piscine ne sont pas utilisées et la cantine ne vend rien.

«Nous avons plus de 30 000 personnes avec les étudiants qui utilisent la piscine. Ceci fait une grosse différence dans le budget», explique le directeur des Parcs et des Loisirs pour la Ville de Hearst, Guy Losier.

M. Losier s'occupe du complexe depuis 20 ans. L'aréna compte quatre employées à temps plein, la piscine en a deux et il y a 20 sauveteurs à temps partiel. «Nous embauchons aussi huit étudiants durant la période estivale qui offrent des programmes d'été pour les jeunes et s'occupent de l'entretien

des fleurs, font de la peinture et s'occupent des terrains de balles», dit-il.

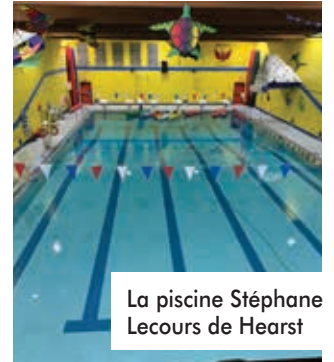
«Nous travaillons aussi main dans la main avec les bénévoles afin d'essayer de garder nos édifices en bon état tout en essayant de réduire des coûts.»

Ce complexe récréatif existe depuis 1979. Il comprend deux patinoires intérieures et une piscine. Il porte le nom de Claude Larose en l'honneur du premier joueur originaire de Hearst qui s'est taillé une place dans la Ligue nationale de hockey (LNH). Claude Larose a joué dans la LNH de 1962 à 1978. Il a remporté la coupe Stanley à cinq reprises avec les Canadiens de Montréal et une autre fois en tant que dépitteur des Hurricanes de la Caroline.

Chacune des patinoires porte également le nom d'un joueur de hockey de Hearst. Claude Giroux est présentement le capitaine des Flyers de Philadelphie et Rumun Ndur, né



L'une des patinoires du complexe Claude Larose de Hearst — Photos : Courtoisie



La piscine Stéphane Lecours de Hearst

au Nigéria mais ayant grandi à Hearst, a été le premier joueur d'origine nigérienne dans la LNH — il a joué pour trois équipes entre 1998 et 2000.

La piscine a été nommée en l'honneur de Stéphane Lecours, qui a gagné cinq médailles d'or en 1988 aux jeux paralympiques de Corée du Sud.

KAPUSKASING

Ennui et résilience

CLAIREPILON

Comme tous les autres, le Centre d'âge d'or de Kapuskasing a dû revoir toute sa programmation et remettre à l'automne certaines de ses activités à cause de la pandémie. Depuis le 13 mars, le centre est fermé et la programmation régulière devrait reprendre en septembre.

Selon la présidente du Centre d'âge d'or de Kapuskasing, Madeleine Paquette, plusieurs activités de prélèvement de fonds avaient déjà été organisées. «Il a fallu annuler les diners du mercredi jusqu'en septembre, le bazar prévu pour le 26 avril est remis à une date qui sera déterminée à l'automne», dit-elle.

Le Centre avait aussi prévu des activités spéciales, comme un voyage à Niagara Falls qui a été remis à la mi-septembre, la fête des membres âgés de 80 ans et plus, dont la date n'a pas encore été choisie, et un après-midi de chants et de danses. «Le Centre accueille aussi ses bénévoles au mois de mai, qui n'est pas annulé, mais seulement reporté.»

En plus des activités annulées, «les membres s'ennuient et espèrent pouvoir sous peu se rencontrer de nouveau pour socialiser, tisser et jouer aux cartes.»

Mme Paquette est présidente depuis 2016 et constate que le virus a définitivement fait du tort au

centre. La réouverture sera un surplus de travail pour la coordonnatrice, qui devra faire la revue financière de toutes les activités.

Les membres du conseil d'administration se rencontreront aussitôt que la situation deviendra normale pour refaire de nouveaux plans financiers et planifier les activités. Les responsables essaient de maintenir un lien avec les membres par téléphone ou Facebook. «Ils sont toujours contents de recevoir un appel et nous sommes toujours surpris de constater leur résilience», rapporte Mme Paquette. Comme le reste de la population, les membres sont confiants et disent «on en a vu d'autres et on va s'en sortir».

Les membres se plient aux recommandations de distanciation et demeurent à la maison, mais ils ont hâte de reprendre la vie régulière. «Nous attendons l'autorisation du gouvernement pour ouvrir à nouveau le centre à nos membres et reprendre nos activités», assure Mme Paquette.

Pendant cet arrêt forcé, Madeleine Paquette travaille de chez elle sur d'autres projets pour des organismes pour lesquelles elle fait du bénévolat et profite de ses temps libres.



Madeleine Paquette — Photo : Courtoisie

HEARST

Briser l'isolement social, un appel à la fois

Afin de briser l'isolement, la Caisse Alliance a remis des tablettes électroniques aux résidents du Foyer des Pionniers de Hearst, de la John Owen Evans Residence de Geraldton ainsi qu'aux patients de l'hôpital Notre-Dame de Hearst et de la Geraldton District Hospital. Les résidents et les patients ne peuvent présentement pas recevoir de visiteurs, mais ils peuvent désormais communiquer avec leurs proches au moyen de la vidéoconférence. Une belle initiative qui remet un peu de bonheur dans leur quotidien!

Dons de 50 000 \$ aux banques alimentaires locales

La Caisse Alliance est fière d'avoir remis un don de 50 000 \$ aux banques alimentaires de son territoire pour venir en aide à certains citoyens dans le besoin touchés par la pandémie de la COVID-19. Les banques alimentaires qui recevront un don inclus Samaritain du Nord à Hearst, le Thunderbird Friendship Center à Longlac, la joie de partage à Mattice et le Mamawmatawa



Une résidente du Foyer des Pionniers de Hearst — Photo : Courtoisie

Le centre Samaritain du Nord à Hearst — Photo : Courtoisie



Holistic Education Center de la Première Nation de Constance Lake. En ce temps de pandémie, la coopération prend tout son sens. Merci à tous les employés de première ligne qui font présentement une différence dans nos communautés.

AVIS AUX MEMBRES

Chers membres,

Nous encourageons fortement l'utilisation de nos outils en ligne et des guichets automatiques, et notre personnel demeure à votre disposition.

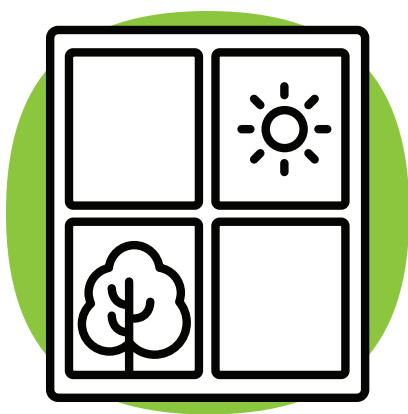
Bien que l'accès à nos centres de services soit limité par mesure préventive à l'heure actuelle, nous tenons à vous assurer que nos services demeurent disponibles et que nous continuons à répondre aux besoins de nos membres.

Merci de votre coopération.

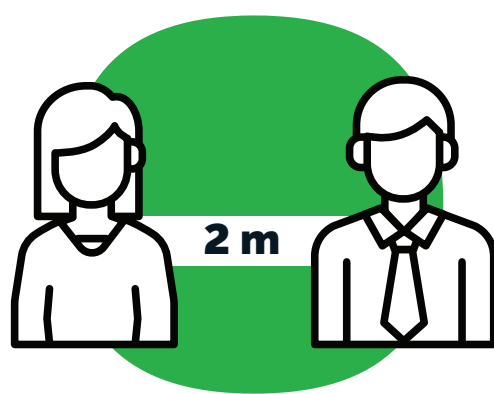
Nouveau coronavirus 2019 (COVID-19)

Vos efforts pour vaincre la COVID-19 marchent.

Pour freiner la propagation, nous comptons sur vous pour continuer de :



Rester chez vous
autant que
possible



**Respecter
l'écart sanitaire**
d'au moins 2 mètres



Vous laver les mains
soigneusement et
fréquemment

Nous comptons sur votre détermination et votre coopération pour freiner la propagation.

La COVID-19 peut être mortelle.

Ne mettez pas votre famille et vos amis en danger.

Restez chez vous. Tenez bon. Sauvez des vies.